

“Recommends that all foreign troops be immediately withdrawn and all foreign military missions, instructors and other military experts be recalled immediately from the territory of Greece;

“Requests all Governments concerned to report not later than 1 January 1948 to the Secretary-General on the implementation of this recommendation.”

The PRESIDENT: As I have already told the Assembly, we shall have a night meeting. I think it would be best to adjourn now and meet again at 8.15 p.m.

The meeting rose at 6.47 p.m.

NINETY-EIGHTH PLENARY MEETING

Held in the General Assembly Hall at Flushing Meadow, New York, on Monday, 20 October 1947, at 8.15 p.m.

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

41. Continuation of the general discussion on threats to the political independence and territorial integrity of Greece

The PRESIDENT: I call upon the representative of Czechoslovakia.

Mr. MASARYK (Czechoslovakia): In begging the indulgence of the Assembly for a brief moment, the Czechoslovak delegation will not reveal any new and startling facts; it will state in simple terms that the opinion it had the honour of expressing before the First Committee¹ has not changed and has not been shaken by the speeches we have heard since our last intervention.

My delegation regrets that the very detailed arguments of some delegations against the proposal to send a new committee to Greece have not been taken up more seriously by the majority, and that there has been almost no effort to refute the facts brought forward by those delegations. That will not help the final settlement of the question. It is true that the declaration about the guilt of Yugoslavia, Bulgaria and Albania has been whittled down, but in the eyes of my delegation that does not help us out of the dilemma in which we find ourselves. There is still a potential shadow of guilt on these three countries which I do not consider justified. In other words, the arguments of the minority—and I should like to say that they were very weighty arguments—made no impression on the majority, whose judgment was

“Recommande que toutes les troupes étrangères soient immédiatement retirées et que toutes les missions militaires, tous les instructeurs militaires et tous autres experts militaires soient immédiatement rappelés du territoire de la Grèce;

“Invite tous les Gouvernements intéressés à adresser au Secrétaire général, avant le 1er janvier 1948, un rapport sur l'application de la présente recommandation.”

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Comme je l'ai déjà dit, nous tiendrons séance ce soir. Je pense qu'il vaudrait mieux lever la séance maintenant et nous réunir à nouveau à 20 h. 15.

La séance est levée à 18 h. 47.

QUATRE-VINGT-DIX-HUITIEME SEANCE PLENIERE

Tenue dans la salle de l'Assemblée générale à Flushing Meadow, New-York, le lundi 20 octobre 1947, à 20 h. 15.

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

41. Suite de la discussion générale sur les menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de la Tchécoslovaquie.

M. MASARYK (Tchécoslovaquie) (*traduit de l'anglais*): Si la délégation de la Tchécoslovaquie demande à l'Assemblée de vouloir bien lui accorder quelques instants, ce n'est pas pour apporter des révélations sensationnelles, mais pour dire en termes simples que l'opinion qu'elle a eu l'honneur d'exprimer devant la Première Commission¹ n'a pas changé et n'a pas été ébranlée par les discours que nous avons entendus depuis notre dernière intervention.

Ma délégation regrette que la majorité n'ait pas examiné plus sérieusement l'argumentation très détaillée que certaines délégations ont opposée à la proposition d'envoyer une nouvelle commission en Grèce, et que l'on n'ait presque fait aucun effort pour réfuter les faits présentés par ces délégations. Cette attitude n'aidera pas à régler définitivement la question. Il est vrai que la déclaration relative à la culpabilité de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie a été très adoucie, mais, de l'avis de ma délégation, cette mesure ne nous aide pas à sortir du dilemme où nous nous trouvons. Ces trois pays sont encore virtuellement sous le coup d'une accusation de culpabilité, et je n'estime pas que ce soit justifié. En d'autres termes, les arguments de la minorité, et je voudrais ajouter qu'il s'agit d'arguments d'un

¹ See the sixty-first meeting of the First Committee.

¹ Voir la soixante et unième séance de la Première Commission.

based on material which the minority refuted rather successfully.

The Czechoslovak delegation does not wonder that the three nations have a feeling that an injustice has been perpetrated upon them, and that they are bitter and disillusioned. History will deal with that aspect of the question. But that, again, does not help us today. The sending of—if I may say so—a one-sided committee which has one-sided instructions cannot be the final solution, and I am doubtful whether the United Nations will obtain six hundred thousand dollars worth of results.

During the debate, it was said that the party which refuses arbitration is guilty. That maxim was quoted as the opinion of my friend, Mr. Herriot. May I say here that we know something about arbitration? We had an arbitration led by Lord Runciman. At that time I was Minister to the Court of St. James. Before Runciman left for Czechoslovakia, I declared that I would not touch that arbitration with a twenty-foot pole. Then we had the other, and still more tragic, arbitration: the Munich arbitration. I am almost ashamed to mention it. What I am trying to bring to the attention of the Assembly is that no arbitration with preconceived notions amounting almost to decisions can be just.

Armed with these memories, I feel that I am justified in saying that the solution suggested by the majority will not be a real one. This question should be solved from its very foundations, and not from an imaginary roof. It is the intention of many delegations to the United Nations to prevent any support of the Greek guerrillas, but nothing is said about the strong and powerful support given to the other side.

My delegation has stated before, and I repeat it today, that it is a pity that the economic help to Greece—and I should be the last to dispute its absolute necessity—is being arranged outside the framework of the United Nations, and that there is no international control of that aid. The United Nations, in my humble estimation, has been bypassed. The need for economic help to the brave Greek people, whatever their political convictions may be, cannot be successfully dealt with by force. The deep-rooted feeling of dissatisfaction and frustration on the part of the Greek people will not be dissipated by arms. A democratic solution, one in which all parties would have the same right to be heard, seems to be the only practical one.

My health has been rather indifferent during the last few weeks, and therefore I have had more opportunity to read and study papers, although I am not a very studious person by nature, and to compare statements and consider statistics in bed instead of listening to all the speeches which were

grand poids, n'ont pas influencé la majorité, dont l'opinion reposait sur une documentation que la minorité a réfutée avec un certain succès.

La délégation de la Tchécoslovaquie ne s'étonne pas que ces trois pays aient le sentiment d'avoir été victimes d'une injustice et qu'ils en éprouvent une amère désillusion. L'histoire jugera de cet aspect de la question, mais, encore une fois, cela ne nous est d'aucun secours aujourd'hui. Le fait d'envoyer une commission qui est, si je puis m'exprimer ainsi, unilatérale, qui n'a que des instructions unilatérales, ne peut constituer une solution définitive et je doute que les Nations Unies en retirent pour 600.000 dollars de résultats.

Au cours du débat, on a soutenu que la partie qui refuse l'arbitrage est la partie coupable. On a cité cette maxime comme représentant l'opinion de mon ami, M. Herriot. Que l'on me permette de dire ici que nous avons acquis quelque expérience en matière d'arbitrage. Lord Runciman a été chargé d'une mission d'arbitrage chez nous. A cette époque, j'étais ministre de Tchécoslovaquie à la Cour de Saint-James. Avant que Lord Runciman ne parte pour la Tchécoslovaquie, j'ai déclaré que je ne toucherai pas à cet arbitrage avec des pincettes, fussent-elles longues de six mètres. Puis, nous avons eu cet autre et encore plus tragique arbitrage: l'arbitrage de Munich. J'ai presque honte d'en faire mention. Le point sur lequel j'essaie d'attirer l'attention de l'Assemblée, c'est qu'aucun arbitrage ne peut être juste s'il part d'idées préconçues qui équivalent presque à des décisions.

Fort de ces précédents, il me semble que j'ai le droit de dire que la solution préconisée par la majorité n'en sera pas une. C'est à la base même et non d'un sommet imaginaire qu'il faut régler cette question. De nombreuses délégations aux Nations Unies veulent empêcher toute assistance aux partisans grecs, mais on ne dit rien de l'aide puissante et considérable qui est apportée à l'autre partie au différend.

Ma délégation a déjà déclaré, et je le répète aujourd'hui, qu'il est grand dommage que l'aide apportée à la Grèce dans le domaine économique — aide dont je serais le dernier à contester l'absolute nécessité — soit organisée en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies, et ne soit pas soumise à un contrôle international. A mon humble avis, on a tenu à l'écart l'Organisation des Nations Unies. On ne saurait recourir à la force pour fournir avec succès au brave peuple grec, quelles que puissent être ses convictions politiques l'aide économique dont il a besoin. Le sentiment, profondément enraciné, de mécontentement et de frustration que ressentent les Grecs ne sera pas dissipé par les armes. La seule solution pratique semblerait être une solution démocratique où l'on donnerait à toutes les parties un droit égal à se faire entendre.

Ma santé a laissé quelque peu à désirer, ces dernières semaines, aussi ai-je eu plus de temps pour lire et étudier des documents — bien que par tempérament, je ne sois pas particulièrement adonné à l'étude — et aussi pour comparer les déclarations et étudier les statistiques dans mon

made on this subject and others—and I am told there were some very lively speeches. I am not going to go into detail, except to state that I am more than ever convinced that the findings, accusations, and conclusions of the original Commission of Investigation constitute an unsatisfactory document¹ from which to build a permanent structure of peace in Greece.

One document struck me very forcibly—that entitled “Threats to the political independence and territorial integrity of Greece: report of the First Committee” (document A/409). This was circulated by the Rapporteur of the First Committee, and is now under discussion. It was the voting that arrested my attention and held it. When the United States proposal was voted, there were fifteen abstentions on paragraph 5, nine on paragraph 6, eight on paragraph 7, nine on paragraph 8, eleven on paragraph 10, ten on paragraph 11, ten on paragraph 12, ten on paragraph 13, and nine on paragraph 14. In the votes on the Colombian amendment there were nineteen abstentions in the first vote and sixteen abstentions in the second vote. The USSR proposal, although rejected, showed twenty abstentions in the vote on paragraph 1, twenty-seven abstentions on paragraph 2, twenty-seven abstentions on paragraph 3, twenty-four abstentions on paragraph 4, twenty-three abstentions on paragraph 5 and twenty abstentions on paragraph 6.

What do all these abstentions mean? Leaving aside those delegations that did not participate at all, it means, in my estimation, that many delegations in these halls, not wishing to oppose the arguments of the majority, were certainly not ready to agree with them. They were puzzled, bewildered and perhaps even unhappy. The list of those who abstained makes interesting reading.

It seems to be symptomatic and very interesting that, in a poll organized by *Newsweek* magazine—in the United States great importance indeed is attached to polls—forty-six important and responsible journalists, who were, as they say in this country, covering this Assembly, when asked, “Do you believe that the discussion in the Assembly has contributed to a constructive solution of the Greek problem?” answered in the following way: fourteen, yes; twenty-nine, no; and two undecided. That seems to me to be a very weighty criticism by experienced observers. Out of forty-six, forty-two journalists were from States that voted with the majority. The large majority of United States journalists voted no. Is that not a rather significant picture of public opinion which should not be overlooked and underrated?

¹ See *Report of the Commission of Investigation concerning Greek Frontier Incidents* (document S/360).

lit, au lieu d'écouter tous les discours qui ont été prononcés sur cette question et sur d'autres — et l'on m'a dit que certaines de ces interventions avaient été très animées. Je ne veux pas entrer dans le détail, sauf pour déclarer que je suis plus que jamais convaincu que ce n'est pas sur les constatations, accusations et conclusions de la première Commission d'enquête¹ que l'on peut construire en Grèce, d'une manière satisfaisante, un édifice de paix permanent.

Un document m'a beaucoup frappé; c'est celui qui est intitulé *Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce: rapport de la Première Commission* (document A/409) que le Rapporteur de la Première Commission a fait distribuer et dont on discute actuellement. Ce sont les scrutins qui ont attiré et retenu mon attention. Lorsque la proposition des Etats-Unis a été mise aux voix, on a enregistré quinze abstentions sur le paragraphe 5, neuf sur le paragraphe 6, huit sur le paragraphe 7, neuf sur le paragraphe 8, onze sur le paragraphe 10, dix sur le paragraphe 11, dix sur le paragraphe 12, dix sur le paragraphe 13 et neuf sur le paragraphe 14. Sur l'amendement de la Colombie, il y a eu, la première fois, dix-neuf abstentions, et la seconde fois seize. Bien que repoussée, la proposition de l'URSS a donné lieu aux nombres d'abstentions suivants: vingt pour le paragraphe 1, vingt-sept pour le paragraphe 2, vingt-sept pour le paragraphe 3, vingt-quatre pour le paragraphe 4, vingt-trois pour le paragraphe 5 et vingt pour le paragraphe 6.

Que signifient toutes ces abstentions? Si nous ne tenons pas compte des délégations qui n'ont pris aucune part au vote, il me semble que la conclusion à tirer est la suivante: beaucoup de délégations présentes, tout en ne désirant pas s'opposer aux arguments de la majorité, n'étaient certainement pas disposées à les accepter. Elles étaient perplexes, désorientées et peut-être même mal à l'aise. Il est instructif de se reporter à la liste des délégations qui se sont abstenues.

Il est, selon moi, symptomatic et fort intéressant de remarquer qu'au cours d'un sondage de l'opinion publique organisé par la revue *Newsweek* — aux Etats-Unis, on attache une très grande importance à ces sondages de l'opinion — la question: “Croyez-vous que la discussion devant l'Assemblée ait contribué à apporter une solution au problème grec?” a reçu la réponse suivante de la part de quarante-six journalistes importants et capables, qui rendent compte des séances de l'Assemblée: il y a eu quatorze “oui”, vingt-neuf “non” et deux “sans opinion”. De telles réponses, venant de la part d'observateurs expérimentés, constituent, me semble-t-il, une critique très grave. Sur les quarante-six journalistes, quarante-deux étaient ressortissants d'Etats qui ont voté avec la majorité. La grande majorité des journalistes des Etats-Unis ont voté “non”. N'est-ce pas là un tableau assez significatif de l'opinion publique, qu'il conviendrait ni de méconnaître ni de sous-estimer?

¹ Voir le *Rapport de la Commission d'enquête sur les incidents survenus le long de la frontière grecque* (document S/360).

Having observed all the above-mentioned indications, the Czechoslovak delegation believed itself justified in voicing several well-meant warnings which I reiterate today. We all know that any majority has its rights and that it uses them with a different degree of scrupulousness at different times and for different issues. In this case it seems to us that the majority should use its prerogatives with wisdom and moderation.

It seems to us that here wisdom would mean studying once again the shortcomings of the original report and giving much more thorough attention to the arguments of the minority.

To say to the three neighbours of Greece on one day, "You are guilty," and to say the next day, "You are not quite so guilty if you do what we want," does not seem to us to be an example of the kind of statesmanship which will bring the valiant Greek people closer to peace, security and prosperity, which, I am firmly convinced, is the aim of all Members of the United Nations.

The Czechoslovak delegation will vote against the draft resolution as presented by the Rapporteur of the First Committee.

The PRESIDENT: I call upon the representative of the United States of America.

Mr. JOHNSON (United States of America): The Government of the United States has brought to the attention of the General Assembly of the United Nations the question of threats to the political independence and territorial integrity of Greece. The people of the United States desire a world made up of politically independent States each capable of conducting its own foreign affairs and all co-operating for peace and for economic, social and political advancement in accordance with the principles of the United Nations Charter. They desire that in every country individuals should be protected in their rights under the law and participate in their own government through free and open elections. At the same time, the United States recognizes that in many large areas economic conditions and educational standards are such that progress along these lines will take many years and will require understanding and patience for its development.

A world of independent States, co-operating through the United Nations in the extension of the benefits and restraints of the rule of the Charter to all peoples and to all Governments, is the corner-stone of United States foreign policy. To this end the United States will lend the United Nations every support.

The First Committee of the General Assembly has considered the question of threats to the political independence and territorial integrity of Greece for approximately three weeks. The issue

Après avoir pris note de tous les faits que nous venons d'indiquer, la délégation de la Tchécoslovaquie s'est estimée fondée à faire entendre quelques avertissements bien intentionnés que je renouvelle aujourd'hui. Nous savons tous que toute majorité a ses droits, et qu'elle en fait usage avec plus ou moins de scrupules, selon les époques et selon les problèmes qui se posent. Dans le cas présent, il nous semble que la majorité devrait user de cette prérogative avec sagesse et modération.

En l'occurrence, il nous semble que la sagesse consisterait à étudier à nouveau les faiblesses du rapport initial et à prêter beaucoup plus d'attention aux arguments de la minorité.

Dire un jour aux trois voisins de la Grèce: "Vous êtes coupables", puis le lendemain: "Vous ne serez pas tout à fait aussi coupables, si vous faites ce que nous voulons", ne nous semble pas constituer un exemple du genre de sagesse politique susceptible de rapprocher le rétablissement de la paix, de la sécurité et de la prospérité pour le vaillant peuple grec, objectif qui, j'en suis convaincu, reste celui de tous les Membres des Nations Unies.

La délégation de la Tchécoslovaquie votera contre le projet de résolution tel qu'il a été présenté par le Rapporteur de la Première Commission.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant des Etats-Unis.

M. JOHNSON (Etats-Unis d'Amérique) (*traduit de l'anglais*): Le Gouvernement des Etats-Unis a attiré l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question des menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce. Le peuple des Etats-Unis appelle de ses vœux un monde qui soit composé d'Etats politiquement indépendants, chacun étant capable de diriger ses relations extérieures, et co-opérant tous tant au maintien de la paix qu'au développement du progrès économique, social et politique, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Il désire que dans chaque pays chacun reçoive la protection de la loi et participe à la conduite des affaires au moyen d'élections libres et publiques. En même temps, les Etats-Unis reconnaissent que, dans de nombreuses et vastes régions, les conditions économiques et le niveau de l'éducation sont tels qu'il faudra attendre de nombreuses années et faire preuve de compréhension et de patience pour réaliser des progrès dans ce sens.

Un monde qui serait composé d'Etats indépendants coopérant par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies en vue d'amener tous les pays et tous les Gouvernements à bénéficier des dispositions de la Charte, comme à se plier à ses règles, demeure la clé de voûte de la politique étrangère des Etats-Unis. Pour arriver à cette fin, les Etats-Unis prêteront tout leur appui à l'Organisation des Nations Unies.

La Première Commission de l'Assemblée générale a examiné pendant trois semaines environ la question des menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce. L'élément

in the Greek question is the aid being provided by Albania, Bulgaria and Yugoslavia to guerrillas fighting against the Greek Government. The evidence that this aid is being furnished is very clear. It was compiled first by the Commission of Investigation sent out by the Security Council, and later by the Subsidiary Group of that Commission, which carried out investigations on the spot all last spring and summer. This evidence shows beyond doubt that Albania, Bulgaria and Yugoslavia have furnished material assistance to Greek guerrillas fighting against the legal Government of Greece. It shows that this assistance was continued even while the Security Council was actively debating the problem all through this past summer.

The majority of the members of the Committee, including the United States representative, wish, in support of the principles and purposes of the Charter, to afford the people of Greece, a small Member nation, an opportunity to work out their own destiny in order to prevent a minority, which is receiving arms and other assistance from Greece's northern neighbours, from dictating their future. The First Committee has approved a resolution¹ which it has submitted for the consideration of the General Assembly. This resolution follows proposals² made by a majority of the United Nations Commission of Investigation concerning Greek frontier incidents as well as the resolution proposed by the United States for the pacific settlement of the case³ which was approved by nine members of the total eleven members of the Security Council.

The operative part of the resolution calls upon Albania, Bulgaria and Yugoslavia to do nothing which could furnish aid or assistance to the Greek guerrillas. It also calls upon Albania, Bulgaria and Yugoslavia, on the one hand, and Greece, on the other hand, to settle their disputes by peaceful means. To that end, it recommends the establishment of normal diplomatic and good neighbourly relations, of frontier conventions and of machinery for the handling of refugees.

The resolution establishes in the area a special committee of the General Assembly. This special committee is to assist the four Governments concerned in the settlement of their disputes by peaceful means and in the implementation of the other recommendations made directly to them in this connexion. This special committee also is to make investigations and report to the United Nations on whether or not Albania, Bulgaria and Yugoslavia in fact do nothing which could furnish aid or assistance to the guerrillas fighting against the Greek Government.

principal de la question grecque est l'aide prêtée par l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie aux partisans qui luttent contre le Gouvernement grec. On a très clairement fourni la preuve d'une telle aide. Elle a été établie d'abord par la Commission d'enquête envoyée par le Conseil de sécurité, puis plus tard, par le Groupe subsidiaire de ladite Commission, qui, tout le printemps et l'été derniers, a poursuivi son enquête sur place. Les preuves recueillies montrent, sans laisser de place au doute, que l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie ont fourni un appui matériel aux partisans grecs qui luttent contre le Gouvernement légal de leur pays. Elles établissent que ces pays ont continué à leur prêter assistance, tout au cours de l'été dernier, même alors que le Conseil de sécurité examinait effectivement la question.

Conformément aux principes et aux buts de la Charte, la majorité des membres de la Commission, y compris le représentant des Etats-Unis, désire donner au peuple de la Grèce, cette petite nation Membre, la possibilité de forger son propre destin en empêchant une minorité, qui reçoit des armes et d'autres formes d'assistance des voisins septentrionaux de la Grèce, de lui dicter son sort. La Première Commission a approuvé une résolution¹ qu'elle a soumise à l'examen de l'Assemblée générale. Cette résolution s'inspire tant des recommandations² présentées par la majorité des membres de la Commission d'enquête des Nations Unies sur les incidents survenus le long de la frontière grecque que de la résolution proposée par les Etats-Unis d'Amérique pour le règlement pacifique de cette affaire³, résolution qui a été approuvée par neuf des onze membres composant le Conseil de sécurité.

Dans sa disposition essentielle, cette résolution invite l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie à ne rien entreprendre qui puisse constituer une assistance ou un soutien aux francs-tireurs grecs. Elle invite également l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, d'une part, et la Grèce, d'autre part, à collaborer au règlement pacifique de leurs différends. A cette fin, elles leur recommandent d'établir des relations diplomatiques normales et des rapports de bon voisinage, de conclure des accords de frontière et de prendre des mesures pour régler en commun les problèmes résultant de la présence de réfugiés.

La résolution prévoit la création, dans la région intéressée, d'une commission spéciale de l'Assemblée générale. Cette commission spéciale doit collaborer avec les quatre Gouvernements intéressés au règlement de leurs différends par des moyens pacifiques, et à l'exécution des autres recommandations qui leur ont été adressées à ce propos. Cette commission spéciale est également chargée de poursuivre son enquête et de présenter un rapport aux Nations Unies sur la question de savoir si l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie s'abstiennent effectivement ou non de prêter aide et assistance aux partisans qui luttent contre le Gouvernement grec.

¹ See document A/409.

² See document S/360, pages 246 to 253.

³ See *Official Records of the Security Council*, Second Year, No. 79.

¹ Voir le document A/409.

² Voir le document S/360, pages 256-263.

³ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, Deuxième Année, No 79.

The facts elicited by the United Nations Commission of Investigation concerning Greek frontier incidents and by its Subsidiary Group pointed to the necessity for the establishment of this special committee. These facts have been reinforced by statements made in the First Committee by the representatives of Albania, Bulgaria and Yugoslavia as well as by the representatives of certain other States. I refer in particular to their opposition to the establishment of the special committee and to their refusal to give to the First Committee a satisfactory reply to frequent requests that they state their willingness to co-operate in carrying out the recommendations of the General Assembly.

This special committee can bring no conceivable harm to Albania, Bulgaria and Yugoslavia. The violence of their opposition to its establishment can be interpreted only as indicative of the fact that certain projects will be frustrated by its existence. If they were not in fact engaged in projects contrary to the Charter, what greater opportunity could these countries have to prove to the world the truth of their denials and thus to clear themselves of charges levelled against them?

It is the hope of the United States Government that action taken at this session of the General Assembly will convince Greece's northern neighbours that the international community of which we are all a part does not intend to repeat the mistakes of the past and see its machinery for collective security put in jeopardy. I hope that these Governments will realize that it is to their long-term advantage to accept the restraints of the rule of law as represented by the majority of the United Nations.

Universal acceptance of limited restraints will bring forth over a period of years abundant benefits to all of us. Wise leadership in these countries surely would not, by lack of restraint at this moment, foreclose for their peoples the opportunity to share these benefits.

My delegation regrets that the representatives of the USSR and Poland have seen fit to state that their Governments could not participate in the work of the special committee to be established. We sincerely hope that they will accept the mandate of this General Assembly and that, on behalf of all the Members of the United Nations, they will share in the work of this committee and thus make an added contribution to the maintenance of peace.

In the opinion of the United States delegation, the General Assembly would be derelict in its duty if it did not ensure its ability to consider the matter further on short notice, should the situation so require. For this reason, the resolution submitted

Les faits mis en lumière, tant par la Commission d'enquête des Nations Unies sur les incidents survenus le long de la frontière grecque, que par le Groupe subsidiaire de cette Commission, montrent qu'il est nécessaire d'instituer cette commission spéciale. On a trouvé une nouvelle confirmation de ces faits dans les déclarations faites devant la Première Commission tant par les représentants de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, que par ceux de certains autres Etats. Je fais allusion ici en particulier à l'opposition marquée par ces représentants à l'établissement d'une commission spéciale, et à leur refus de répondre de façon satisfaisante aux fréquentes demandes de la Première Commission tendant à obtenir d'eux qu'ils se déclarent disposés à collaborer à l'exécution des recommandations de l'Assemblée générale.

On ne peut imaginer que cette commission spéciale puisse causer le moindre tort à l'Albanie, à la Bulgarie ou à la Yougoslavie. La violence avec laquelle ces pays s'opposent à sa création ne peut être interprétée que comme une indication démontrant que l'existence de la commission pourrait empêcher la réalisation de certains de leurs projets. S'ils ne poursuivaient pas en fait de desseins contraires à la Charte, pourraient-ils espérer avoir une meilleure occasion de prouver au monde le bien-fondé de leurs dénégations et de se disculper ainsi des accusations portées contre eux?

Le Gouvernement des Etats-Unis espère que les mesures prises au cours de la présente session de l'Assemblée générale convaincront les voisins septentrionaux de la Grèce que la communauté internationale, dont nous faisons tous partie, n'a pas l'intention de répéter les erreurs commises dans le passé, qu'elle n'a pas l'intention de permettre que le dispositif prévu par elle pour assurer la sécurité collective soit mis en danger. J'espère que ces Gouvernements comprendront qu'en fin de compte, leur intérêt leur prescrit d'accepter la discipline de cette règle du bon droit que constitue la volonté de la majorité des Nations Unies.

L'acceptation universelle d'une discipline mesurée nous vaudra à tous, dans les années à venir, des avantages considérables. Les dirigeants de ces pays seront certainement assez sages pour ne pas priver leurs peuples de la possibilité d'en user, en faisant preuve à l'heure actuelle d'un manque de discipline.

Ma délégation regrette que les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Pologne aient jugé bon de déclarer que leurs Gouvernements ne pouvaient pas prendre part aux travaux de la commission spéciale qu'il s'agit de créer. Nous espérons sincèrement qu'ils accepteront le mandat de l'Assemblée générale, et qu'ils prendront part, au nom de tous les Membres des Nations Unies, aux travaux de cette commission, apportant ainsi une contribution supplémentaire au maintien de la paix.

De l'avis de la délégation des Etats-Unis, l'Assemblée générale faillirait à son devoir si elle ne prenait pas les mesures nécessaires pour être à même de reprendre rapidement l'étude de la question, dans le cas où la situation l'exigerait. C'est

by the First Committee includes a provision that if, in the opinion of the special committee to be established, further consideration of the Greek case by the General Assembly prior to its next regular session is necessary for the maintenance of international peace and security, the special committee is authorized to recommend to the Members of the United Nations that a special session of the General Assembly be convened as a matter of urgency. Such a special session would have to be convened, needless to say, in accordance with existing procedure at the request of the majority of the Members of the United Nations or of the Security Council. If it should become necessary to call a special session of the General Assembly to consider threats to the political independence and territorial integrity of Greece, the Government of the United States would be prepared to co-operate with other Members of the United Nations in putting into effect whatever measures might then be recommended by the General Assembly for the protection of Greece.

As the Members of this Assembly know, the United States has already assumed heavy burdens in Greece. At the urgent request of the Greek Government, we are furnishing assistance to Greece to rehabilitate that country's devastated economy and to help it preserve its independence against the threat which the Assembly is now considering here. The United States is doing this because it believes it essential that the well-being, independence and integrity of the Members of the United Nations be maintained, whether they be large nations or small nations.

Our policy towards Greece in providing concrete aid and in every other phase is designed solely to serve this purpose. We have no ulterior motives whatever. We seek no material gain. There is no conceivable way in which the United States could profit from what it is doing in regard to Greece, except in terms of the peace and stability of the United Nations, from which all of us benefit. What we want is the restoration of peace, order and prosperity in Greece. We want this not merely because it will be good for Greece, but also because it will be good for all the nations of the world. We believe it will add strength to the cause of world peace and specifically to the foundations of the United Nations.

This Organization, whose Members are meeting today, can be no stronger than the aggregate strength of its component parts. Disturbances in Greece and in the Balkans cannot but weaken the United Nations; and conversely, stability and economic prosperity in that region will inevitably fortify it. What the United States is doing in Greece is directed towards upholding the principles and purposes of the Charter. The resolution which the General Assembly is considering today is directed towards the same end.

The specific problem before us is that of finding means to prevent aggression. This kind of prob-

pourquoi la résolution présentée par la Première Commission prévoit que, au cas où la commission spéciale dont on envisage la création viendrait à estimer que le maintien de la paix et de la sécurité internationales nécessite un nouvel examen de l'affaire grecque par l'Assemblée générale avant sa prochaine session ordinaire, la commission spéciale est autorisée à recommander aux Membres des Nations Unies la convocation d'urgence d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il est inutile de dire qu'une telle session extraordinaire devra être convoquée conformément à la procédure en vigueur, c'est-à-dire à la demande de la majorité des Membres des Nations Unies ou à la demande du Conseil de sécurité. S'il devenait nécessaire de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour examiner les menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce, le Gouvernement des États-Unis serait disposé à collaborer avec les autres Membres des Nations Unies pour mettre en vigueur toute mesure que l'Assemblée générale pourrait recommander afin d'assurer la protection de la Grèce.

Comme le savent les Membres réunis ici en assemblée, les États-Unis ont déjà assumé de lourdes charges en Grèce. A la demande pressante de son Gouvernement, nous fournissons une assistance à la Grèce pour qu'elle reconstruise son économie dévastée et qu'elle puisse sauvegarder son indépendance devant les menaces dont s'occupe actuellement l'Assemblée. Les États-Unis agissent ainsi parce qu'ils estiment essentiel de maintenir la prospérité et l'indépendance des États Membres des Nations Unies, qu'il s'agisse de grands ou de petits pays.

Lorsque nous fournissons une aide concrète ou prenons quelque autre mesure, notre politique à l'égard de la Grèce ne tend qu'à cette fin. Nous n'avons aucune arrière pensée. Nous ne recherchons aucun gain matériel. On ne conçoit pas de quelle manière les États-Unis pourraient tirer profit de ce qu'ils font pour la Grèce, si ce n'est en servant la cause de la paix et en contribuant à la stabilité des Nations Unies, ce dont nous bénéficions tous. Ce que nous désirons, c'est rétablir la paix, l'ordre et la prospérité en Grèce. Nous le désirons non seulement parce que la Grèce en profitera, mais aussi parce que toutes les nations du monde en profiteront. Nous estimons que nous consolidons par là la paix mondiale, notre cause à tous, et plus spécialement les fondations de l'Organisation des Nations Unies.

Notre Organisation, dont les Membres sont aujourd'hui assemblés, ne saurait avoir une force plus grande que celles réunies de ses diverses parties constitutives. Les troubles qui se produisent en Grèce et dans les Balkans ne peuvent qu'affaiblir l'Organisation des Nations Unies; inversement, la stabilité et la prospérité économique de cette région la consolideront inévitablement. L'action que les États-Unis ont entreprise en Grèce tend à faire respecter les buts et les principes de la Charte. La résolution que l'Assemblée générale examine aujourd'hui tend à la même fin.

La question précise qui se pose à nous est de trouver les moyens d'empêcher une agression.

lem is one which can be solved best by united action. This problem offers to the United Nations both a challenge and an opportunity, and the United States Government pledges itself to join with its fellow Members of the United Nations in meeting this challenge and improving this opportunity.

The Government of the United States is deeply conscious of the gravity of the decision which the First Committee is asking the General Assembly to take. Over a period of years the authority of the United Nations, as an executive security agency, must be established step by step. By passing successfully this milestone, the United Nations will increase its capability to meet future tests and to take new steps towards the extension of the benefits and the restraints of the rule of the Charter to all peoples and to all Governments. Only thus can the cause of peace move forward.

The PRESIDENT: I call on the representative of Yugoslavia.

Mr. KOSANOVIC (Yugoslavia): It was my intention to postpone my speech until tomorrow, but the President was not willing to place my name on the list of speakers for tomorrow. I am sorry to detain you for some minutes more.

The PRESIDENT: I must explain to the representative of Yugoslavia and to the General Assembly that I regret not being able to postpone the speech of Mr. Kosanovic until tomorrow. However, I know some of the representatives like to pose as prima donnas. In this case I could not help it, because if I postpone these speeches until tomorrow we should be without speakers for this evening.

At this point, I call on all the speakers who want to take part in the debate to communicate with the Secretary-General, because at the close of this meeting the list of speakers will be closed.

Mr. KOSANOVIC (Yugoslavia): The Greek question has gradually developed until it is a principal test of the ability of the United Nations. This question has developed in an abnormal way. Omissions and mistakes have been committed, obscuring this problem even further, for the purpose of beclouding it. It is therefore necessary that all of us should understand the essence of this problem, so that no action may be taken which could be detrimental to the prestige and success of the United Nations, to relations among nations, and to the atmosphere of peace which should be the objective of all Members of the United Nations.

The Greek question is not new. It is only a continuation of what has been happening in that country for the last thirty or forty years. Struggle between monarchy and republic, numerous *coups d'état* and changes, substitutions of one Greek

C'est là un de ces problèmes que l'action commune peut résoudre le mieux. Ce problème représente pour les Nations Unies tant un défi qu'une occasion de faire ses preuves, et le Gouvernement des Etats-Unis s'engage à se joindre aux autres Membres des Nations Unies pour relever ce défi et saisir cette occasion.

Le Gouvernement des Etats-Unis est profondément conscient de la gravité de la décision que la Première Commission demande à l'Assemblée générale de prendre. Pendant plusieurs années encore, l'autorité des Nations Unies, en tant qu'organe exécutif chargé d'assurer la sécurité mondiale, ne s'établira que pas à pas. Si elle franchit cette étape avec succès, l'Organisation des Nations Unies sera mieux à même de faire face aux épreuves de l'avenir et de prendre de nouvelles mesures en vue d'amener tous les pays et tous les Gouvernements à bénéficier des dispositions de la Charte et à se plier à ses règles. Ainsi seulement pourra-t-on faire progresser la cause de la paix.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant de la Yougoslavie.

M. KOSANOVIC (Yougoslavie) (*traduit de l'anglais*): J'avais l'intention de remettre mon discours à demain, mais le Président n'était pas disposé à inscrire mon nom sur la liste de ceux qui doivent prendre la parole demain. Je m'excuse donc de devoir vous retenir maintenant quelques minutes de plus.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Il me faut expliquer au représentant de la Yougoslavie et à l'Assemblée générale que je regrette fort de ne pouvoir remettre à demain le discours de M. Kosanovic. Mais il est des représentants qui aiment tenir la vedette. Dans le cas présent, je n'ai pu modifier la date, car si je remets ces discours à demain, il ne nous restera plus personne à entendre ce soir.

Je demande maintenant à tous les représentants qui désirent prendre la parole d'en informer le Secrétaire général, car à la fin de cette séance-ci, la liste des orateurs sera close.

M. KOSANOVIC (Yougoslavie) (*traduit de l'anglais*): La question grecque a progressivement gagné en ampleur et constitue maintenant une épreuve capitale pour l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'est développée d'une manière anormale. Des omissions et des erreurs ont été commises, qui l'ont rendue de plus en plus obscure, pour la brouiller complètement. Il est donc nécessaire pour nous tous de bien discerner le fond même de la question, afin que ne soit prise aucune mesure susceptible de nuire au prestige et au succès de l'Organisation des Nations Unies, aux relations entre les nations et à l'atmosphère de paix que tous les Membres de notre Organisation doivent chercher à instaurer.

La question grecque n'est pas nouvelle. Elle n'est que le prolongement des événements qui se sont succédé en Grèce au cours des trente ou quarante dernières années. Lutte entre monarchistes et républicains, nombreux coups d'Etat et

dictatorship for another with the shooting of members of the previous Government, banishment and reinstatement of kings—such was the atmosphere imposed upon the Greek people, preventing their normal development.

The imperialistic game of great Powers in the nineteenth and at the start of the twentieth century imposed such a state of affairs upon all the Balkan States, creating the so-called Balkan Question, the consequent unjustly derogatory term "balkanize," and the term "powder keg" to describe the Balkans. These terms are inexact and unjust from both the moral and historical points of view. The Balkan peoples are brave and hard-working men and women who love freedom and are ready to lay down their lives for it, peoples who have paid more dearly for the preservation of their national existence than many other peoples, and who have contributed much and will continue to contribute to the general store of mankind's culture. However, because they occupied an important geographical position, the Balkan peoples were long the victims of imperialistic power politics; they were divided and set against each other, as the big Powers provoked conflicts in setting up their spheres of interest. A writer once said: "The Balkans were a powder keg into which the great Powers were putting their powder," and the Balkan peoples had the privilege of being blown up in the explosion.

The situation completely changed in the Second World War. The wide masses of ordinary people, preserving their national existence by the most difficult struggle, came to power in Albania, Bulgaria and Yugoslavia. Dynasties, corrupt monarchist cliques which had ruled heretofore, are no longer factors, are no longer able to subject their peoples and their national wealth to foreign influences, foreign interests and foreign exploitation. Millions of men and women whose welfare was utterly ignored in the small Balkan despotic States are now making new efforts to raise their standard of living and degree of civilization so that they may not ever again be the victims of exploitation.

By preserving peace they are remedying the grave consequences of war. These Balkan peoples live today in an atmosphere of mutual friendship as never in the past, without fear of being attacked in the back at the most critical moments, as had happened so many times in their history. Frontiers are no longer barriers of barbed-wire entanglements. Moreover, the people are making a maximum effort, working with the utmost enthusiasm and self-sacrifice for reconstruction; and they are achieving glorious results. All this arises from the victory of the great democratic principles in the war, the victory of the principle of self-determination, the failure of fascism to get the upper hand, and above all the struggle of the

changements de régime, remplacement d'une dictature par une autre, accompagné de l'exécution des membres du Gouvernement précédent, exil et retour de rois, tel est l'état de choses qui a été imposé au peuple grec et qui a fait obstacle à son développement normal.

Le jeu impérialiste des grandes Puissances, pendant le dix-neuvième siècle et au commencement du vingtième, en imposant cet état de choses dans toute la péninsule des Balkans, a donné naissance à la question dite des Balkans, appellation d'où ont découlé le verbe injustement péjoratif "balkaniser" et la comparaison des Balkans avec une "poudrière". Ces termes sont inexactes et injustes, tant du point de vue moral que du point de vue historique. Les peuples balkaniques se composent d'hommes et de femmes braves et laborieux, épris de liberté, et qui sont prêts à donner leur vie pour elle; ce sont des peuples qui ont payé plus chèrement que bien d'autres le maintien de leur existence nationale et qui ont largement contribué, et continueront de contribuer, au progrès culturel de l'humanité. Pourtant, en raison de leur situation géographique importante, les peuples balkaniques ont été longtemps les victimes de la politique des Puissances impérialistes; en les divisant, en les dressant les uns contre les autres, les grandes Puissances établissaient leurs zones d'influence et provoquaient des conflits. "La péninsule des Balkans", a dit un jour un écrivain, "était une poudrière que les grandes Puissances fournissaient en poudre", et les peuples balkaniques avaient le privilège de faire les frais de l'explosion.

La situation a complètement changé au cours de la deuxième guerre mondiale. Les grandes masses populaires, ayant préservé leur existence nationale en menant une lutte des plus dures, sont parvenues au pouvoir en Albanie, en Bulgarie et en Yougoslavie. Les dynasties, les cliques monarchistes corrompues qui avaient gouverné jusqu'à ne jouent plus aucun rôle et ne peuvent désormais placer les peuples et les richesses nationales sous la dépendance de l'étranger, des intérêts étrangers et de l'exploitation étrangère. Des millions d'hommes et de femmes, dont on ne se souciait nullement d'assurer le bien-être sous le régime despotique de petits Etats balkaniques, déploient aujourd'hui des efforts renouvelés pour élever leur niveau de vie et le degré de civilisation auquel ils sont parvenus, afin de ne plus jamais être exploités.

Tout en préservant la paix, les peuples balkaniques portent remède aux graves conséquences de la guerre. Ils vivent aujourd'hui dans une atmosphère d'amitié mutuelle inconnue dans le passé, sans crainte d'être attaqués par derrière aux moments les plus critiques, comme cela s'est produit plusieurs fois au cours de leur histoire. Le long de leurs frontières ne s'étendent plus des réseaux de fil de fer barbelé. En outre, ces peuples, ne ménageant aucun effort, apportent à la reconstruction de leur pays un enthousiasme et une abnégation sans bornes et obtiennent de magnifiques résultats. Ceux-ci tiennent au triomphe remporté au cours de la guerre par les grands principes démocratiques et par le principe du droit des peuples

common people in which all their positive forces became united. The slogan: "The Balkans to the Balkan peoples", so many times solemnly proclaimed in the past and so many times betrayed, has been realized at last. Only Greece has remained outside this democratic renaissance in the Balkans—not because of the desire of the heroic, noble and highly civilized Greek people, but because of a tragic chain of events, because of the direct and undisguised continuation of policies which were pursued in the Balkans in the nineteenth century and are still being pursued by certain great Powers.

Instead of allowing the democratic majority of the Greek people, who heroically fought Mussolini's Italy and fiercely resisted Hitler, to decide their own fate, British troops entered the country at the moment of Hitler's defeat and with their might gave support to elements who had compromised themselves by collaborating with the nazis. Under the protection of the British Army, those forces against which the Greek people had fought when left to themselves, returned to power and were imposed on Greece, as an ironic result of the victory of democracy.

Mr. Winston Churchill, British Prime Minister, did not scruple to say this openly. I shall give you just a short quotation from his article in *Life* magazine of 14 April 1947:

"Late one night at this time I drafted a telegram to our General Scobie, who had come into Athens with 3,000 men to help drive out the Germans, that he must no longer consider himself neutral between the Greek parties, but on the contrary, should sustain Premier Papandreou, and not hesitate to fire upon the Communist assailants. This order was sent at about 2 a.m. on the morning of December 6 (1944). It was only just in time. The British troops, in small parties, advanced and fired upon the attacking Communists . . . As the fighting in Athens developed, two or three British divisions moved gradually into the city. For forty days of street fighting we battled for the life and soul of Athens."

Thus Mr. Churchill imposed upon the Greek people in 1944 and 1945 a solution which the Greek people had never expected. He did it with the authority of the British Empire and by means of the active participation of British troops at the very moment of jubilation over the downfall of the Axis. Monarchy was restored although the Greeks had abolished it several times in the past, considering it a block in the path of their progress. Even if monarchy had corresponded to the wishes of the Greek people, it would have been much better for democratic progress and for the normalization of conditions in Greece and in the Balkans, if, after the ejection of Hitler, the impres-

à disposer d'eux-mêmes, à l'échec des tentatives fascistes de domination, et, par-dessus tout, à une lutte où les masses populaires ont uni leurs forces positives. La devise "les Balkans aux peuples balkaniques", tant de fois proclamée dans le passé et tant de fois trahie, a été enfin mise en pratique. Seule, la Grèce reste en dehors de ce mouvement de renaissance démocratique des Balkans, non par la volonté du peuple grec, peuple héroïque, noble et hautement civilisé, mais à cause d'une suite d'événements malheureux et du recours direct et non déguisé à la politique qui avait été poursuivie dans les Balkans au cours du dix-neuvième siècle et que certaines grandes Puissances y poursuivent encore aujourd'hui.

La majorité démocratique du peuple grec avait soutenu contre l'Italie de Mussolini une lutte héroïque et opposé à Hitler une résistance acharnée; au lieu de la laisser maîtresse de sa propre destinée, les troupes britanniques sont entrées en Grèce au moment où se consommait la défaite de Hitler et ont soutenu de leurs forces les éléments qui s'étaient compromis par leur collaboration avec les Nazis. Protégés par l'armée britannique, ces éléments, que le peuple grec avait combattus lorsqu'il était libre d'agir à sa guise, revinrent au pouvoir et — ironie des choses — furent imposés à la Grèce comme fruit de la victoire de la démocratie.

Le Premier Ministre britannique, M. Winston Churchill, ne s'est pas fait scrupule de le déclarer ouvertement. Je vais simplement citer un bref passage d'un article paru sous sa signature dans le numéro du magazine *Life* en date du 14 avril 1947:

"A cette époque, je rédigeai un soir, à une heure tardive, un télégramme à l'adresse du général Scobie, de l'armée britannique, qui, avec 3.000 hommes, était allé à Athènes, pour aider les Grecs à en chasser les Allemands, l'informant qu'il ne devait plus observer une attitude neutre entre les divers partis grecs, mais au contraire, soutenir le Premier Ministre, M. Papandreou, et ne pas hésiter à faire feu sur les assaillants communistes. Cet ordre partit le 6 décembre 1944, vers 2 heures du matin. Il était temps. Les troupes britanniques, constituées en petits groupes, avancèrent et tirèrent sur les communistes qui attaquaient . . . Les combats prenant de l'ampleur dans Athènes, deux ou trois divisions britanniques y pénétrèrent progressivement. Pendant quarante jours que durèrent les combats de rues, nous luttâmes pour sauver la vie et l'âme d'Athènes."

C'est ainsi que M. Churchill imposa au peuple grec, en 1944 et 1945, une solution à laquelle le peuple grec ne s'était jamais attendu. Il l'a fait avec l'assentiment de l'Empire britannique et avec la participation active des troupes britanniques, au moment même où le peuple grec se réjouissait de la défaite des Puissances de l'Axe. La monarchie fut alors restaurée, bien que les Grecs l'eussent abolie à plusieurs reprises dans le passé, estimant qu'elle entravait leur progrès. Même si le régime monarchique avait répondu aux vœux du peuple grec, il aurait beaucoup mieux valu, dans l'intérêt du progrès démocratique et du rétablissement des conditions normales en Grèce et dans les Balkans,

sion had not been created in Greece and in the world that the armed intervention of British troops in the internal affairs of an allied country was necessary, an intervention contrary to all solemn pledges, contrary to the Atlantic Charter promise to "respect the right of all peoples to choose the form of government under which they will live".

I remember a small incident in London, which may seem insignificant to you, but which seems symbolic to us. It was on the eve of Mr. Churchill's dramatic flight from London to Athens, on Christmas Eve, 1944. There was shooting in the streets of Athens. London newspapers published a picture of Field Marshal Alexander alighting from his tank in Athens. It so happened, as can be seen from the photograph in the London papers, that the tank bore the inscription "King Peter II". King George was the monarch to be restored in Greece, while King Peter II was the Yugoslav king in exile.

Am I wrong in surmising that Mr. Churchill intended to restore monarchy in Yugoslavia, also, and to replace the People's Republic, as he succeeded in doing in Greece? If he had succeeded in this, an even more important part of the Balkans and of Central Europe would have become a battleground of bloody struggle, where the peoples, who had saved their country from fascism with their own forces and through immense sacrifices, would have had to fight again for freedom and for the right to organize their national life according to their own wishes. In that case, if he had succeeded, we should really have a Balkan question. In that case, in the very heart of Europe, after the downfall of fascism, a new war could have been fomented, intervention justified, support given to quislings and, who knows, perhaps an attempt made to impose a Habsburg solution on Central Europe, a solution against which the peoples of the Danubian Basin had revolted during the First World War.

Mr. Reuben Markham, in a book seething with hostility towards the new Yugoslavia, writes as follows of the help which Mr. Churchill gave to the National Liberation Movement of Yugoslavia in the course of 1944, before Scobie's arrival in Greece:

"It is certain that the British Government hoped to out-manoeuvre Tito and his communists. . . . They hoped to find similar varieties of nice, tame Serb nationals and gentle Croatian agrarians with which they would concoct a nice coalition that would leave Tito in a minority. Churchill was going on the principle: 'If you can't beat 'em, join 'em . . .' He hoped to smother Tito's partisans in an avalanche of supporters who would favour England.

"Churchill and his little royal charge had shot the works . . . and they expected Tito to kiss King Peter's hand, or at least, shake it. For that ceremony the British had brought Peter to Malta, and

ne pas créer, en Grèce et dans le monde, après la chute de Hitler, l'impression que l'intervention armée des troupes britanniques dans les affaires intérieures d'un pays allié était nécessaire, alors que cette intervention était contraire à des engagements solennels et à la promesse, faite dans la Charte de l'Atlantique, "de respecter le droit qu'à chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre".

Je me rappelle un petit fait, observé à Londres, auquel l'Assemblée ne prêtera peut-être aucune importance, mais qui revêt à nos yeux un caractère symbolique. Cela se passait la veille de Noël 1944, lorsque M. Churchill prit précipitamment l'avion pour Athènes. Dans les rues d'Athènes, on échangeait des coups de feu. Les journaux londoniens publièrent une photographie du maréchal Alexander, descendant de son tank à Athènes. Il se trouvait, comme on peut le voir sur la photographie, que le tank portait cette inscription: "Roi Pierre II". Le roi Georges était le monarque qu'il fallait rétablir sur le trône en Grèce, et Pierre II était le roi de Yougoslavie en exil.

Ai-je tort de supposer que M. Churchill se proposait également de restaurer la monarchie en Yougoslavie, comme il a réussi à le faire en Grèce, et de la substituer à notre République populaire? Si ses projets avaient abouti, une partie encore plus grande des Balkans et de l'Europe centrale aurait été la scène d'une lutte sanglante, et les peuples qui avaient sauvé leur pays du fascisme, par leurs propres moyens et au prix d'immenses sacrifices, auraient dû se battre à nouveau pour la liberté et le droit d'organiser leur vie nationale comme ils l'entendaient. Si M. Churchill avait réussi, nous nous serions alors réellement trouvés en présence d'une question balkanique. Au cœur même de l'Europe et après la chute du fascisme, on aurait pu fomentier une nouvelle guerre, justifier une intervention, soutenir des quislings et, qui sait, peut-être même imposer la solution "Habsbourg" en Europe centrale — solution contre laquelle les peuples du bassin danubien se sont révoltés au cours de la première guerre mondiale.

M. Reuben Markham, dans un livre plein de haine à l'égard de la Yougoslavie nouvelle, a parlé de l'aide accordée par M. Churchill en 1944, avant l'arrivée du général Scobie en Grèce, au Mouvement national de libération de Yougoslavie. Voici comment il s'exprime:

"Il est certain que le Gouvernement britannique espérait manœuvrer de manière à éliminer Tito et ses communistes . . . Il comptait trouver un assortiment analogue de nationaux serbes accommodants et maniables, de dociles agrariens croates, avec lesquels il aurait monté une gentille coalition qui aurait mis Tito en minorité. Churchill partait du principe 'si vous ne pouvez les battre, ralliez-vous à eux'. Il espérait étouffer les partisans de Tito sous une masse d'adhérents qui seraient favorables à l'Angleterre.

"Churchill et son petit protégé royal avaient tout misé sur cette manœuvre . . . et ils s'attendaient à ce que Tito baisât la main du roi Pierre ou tout au moins la serrât. Pour cette cérémonie,

were planning to rush him to Allied Army Headquarters."

This was the tragic error committed by the Western allies towards the end of the war—their attempt to convince the peoples of Central Europe that it would be best for their future if King George were to return to Greece and King Peter II to Belgrade, if King Victor Emmanuel III were to remain in Italy; and all this was to be completed by the restoration of the Habsburg dynasty in Vienna and Budapest.

Mr. Churchill's policy unfortunately succeeded in Greece, creating conditions under which the Greek people have suffered for two years, and maintaining a nervous tension not only in that important part of Europe, but even here in the United Nations. I could easily furnish you with a series of quotations from articles written within the last two years by prominent representatives of the world Press to prove it. In order merely to show you how difficult it was to report conditions in Greece in 1945, I am going to quote from a series of articles by Leland Stowe, well-known foreign correspondent of the *New York Post*. The quotation is dated 22 February 1945, and reads as follows:

"In January Lt.-General Scobie forbade correspondents to have any contact with the enemy (EAM and ELAS representatives), even interviews supervised by British officers. Eleven of twelve American correspondents appealed to the United States Government to intervene so that the American public . . . 'might hear occasionally a part of the EAM view of the present conflict'. . . . I could not interview wounded ELAS prisoners without being subject to expulsion from the Greek theatre or possibly severer penalties.

"Documented evidence of nazi collaboration by General Zervas and his EDES guerrillas could not be sent out under British censorship . . . A few days before Churchill announced his displeasure over the reporting from Greece, the Athens correspondent from BBC received a cablegram from his London office. It said in effect 'higher authority insisted he be replaced.'"

Nevertheless, world public opinion knew that the Greek regime was bad and that it practised terrorism against those who justly believed they had won victory in the war. This opinion was expressed clearly in such articles as the one written by Constantine Poulos, entitled "Greek Tragedy, 1945", which appeared in the New York magazine *The Nation* on 3 November 1945, and of which the following is an extract:

"Today Greece is experiencing one of the most serious crime waves in its history. And the same small group, financiers and industrialists, which made huge profits under the Germans, is making

les Anglais avaient amené le roi Pierre à Malte, et envisageaient de l'envoyer en hâte au grand quartier général allié."

Vers la fin de la guerre, les alliés occidentaux ont commis l'erreur tragique que voici: ils ont essayé de convaincre les peuples de l'Europe centrale que leur avenir serait mieux assuré si le roi Georges et le roi Pierre II revenaient, l'un en Grèce, l'autre à Belgrade, et si le roi Victor-Emmanuel III restait en Italie, combinaisons qui devaient avoir pour couronnement la restauration de la dynastie des Habsbourgs à Vienne et à Budapest.

La politique de M. Churchill a malheureusement réussi en Grèce, créant les conditions douloureuses dans lesquelles le peuple grec se débat depuis deux ans, et maintenant une tension non seulement dans cette partie importante de l'Europe, mais même ici, à l'Organisation des Nations Unies. Il me serait facile de le prouver en citant des séries d'articles écrits, au cours des deux dernières années, par d'éminents représentants de la presse mondiale. Rien que pour vous montrer comme il était difficile d'informer le public sur les conditions qui existaient en Grèce en 1945, je vais puiser dans une série d'articles écrits par Leland Stowe, correspondant étranger bien connu du *New York Post*. Dans un de ces articles, qui a paru le 22 février 1945, on lit:

"Au mois de janvier, le lieutenant général Scobie a interdit aux correspondants de presse d'avoir quelque rapport que ce soit avec l'ennemi (les représentants de l'EAM et de l'ELAS) et même de prendre des interviews, pourtant revus par des officiers britanniques. Onze ou douze correspondants américains ont demandé au Gouvernement des Etats-Unis d'intervenir pour que le public américain . . . puisse connaître, de temps à autre, quelque chose du point de vue de l'EAM sur le conflit actuel . . . Je ne pouvais pas interviewer les prisonniers blessés de l'ELAS sans m'exposer au risque d'être expulsé de Grèce ou d'en-courir des peines plus sévères encore.

"La censure britannique ne permettait pas de répandre au dehors les preuves documentées de la collaboration du général Zervas et de ses francs-tireurs EDES avec les nazis . . . Quelques jours avant que Churchill ait fait connaître le mécontentement que lui causaient les reportages sur la Grèce, le correspondant de la BBC à Athènes a reçu un câblogramme de son bureau de Londres, disant en fait 'qu'une autorité supérieure insistait pour qu'il fût remplacé.'"

Cependant, l'opinion publique mondiale savait que le régime grec était néfaste et qu'il usait de mesures terroristes à l'égard de ceux qui, à juste titre, estimaient avoir remporté la victoire au cours de la guerre. Cette opinion a été exprimée clairement dans des articles tels que celui de Constantine Poulos, intitulé "Tragédie grecque 1945", paru le 3 novembre 1945, dans la revue new-yorkaise *The Nation* et dont voici un extrait:

"La Grèce voit se produire aujourd'hui la plus grande recrudescence de criminalité qu'elle ait jamais connue. De plus, le même petit groupe de financiers et d'industriels qui a réalisé des profits

even bigger profits now . . . The corrupt, deliberately inefficient Greek authorities—the same ones who worked for the dictatorship, the Germans, and the quisling governments—are not only collaborating in thus mulcting the Greek people and driving them to crime and desperation, but are also maintaining a back-breaking budget which completely ignores the needs of a sick, homeless, hungry nation. One-third of the Greek budget goes towards meeting ancient and modern state loans held by British banking firms, while over another third goes for military expenditures, including the purchase of equipment from the British. What is left goes to maintain the archaic stifling Greek bureaucracy. So one year after the Germans withdrew from Greece, the Greek people are still hungry, still without clothes; and hundreds of thousands of them are still without shelter. And the thread of British responsibility runs through it all.”

Such a regime, supported by collaborationists, persecuting all progressives, was bound to provoke resistance. One might recall the American Declaration of Independence of 4 July 1776, which says that the people, “when a long train of abuses and usurpations, pursuing invariably the same object, evidence a design to reduce them under absolute Despotism, it is their right, it is their duty, to throw off such Government, and to provide new Guards for their future security”. Why should we be astonished that a people as heroic as the Greeks also refuses to remain meek under “a long train of abuses and usurpations”?

By increasing terror the regime hoped to hide the truth. Tens and tens of thousands of the inhabitants of Greece were obliged, in the course of 1945, to flee from terror and seek refuge in Yugoslavia and Albania. At that time the Greek Government officially denied, as slanderous, reports that there were Greek refugees in neighbouring countries. On 10 July 1945, as Yugoslav Minister of Information, I issued an official *communiqué* refuting the denial of the Greek Government and proving that there were over 20,000 refugees from Greece in Yugoslavia. At the same time we sent many United States and British correspondents to the Greek refugee camps. The Yugoslav Government, in its note of 18 July 1945, warned the great Powers of the danger of developments in Greece.

The internal situation in Greece grew worse—this was the unanimous opinion of leading world correspondents, the opinion of many members of the British Parliament, and the opinion of official and semi-official United States and United Nations agencies. The views of world public opinion coincided wholly with those expressed openly and clearly by Greek democratic leaders.

considérables pendant l'occupation allemande en fait maintenant de plus grands encore . . . Les autorités grecques corrompues et délibérément inagissantes — les mêmes qui se sont mises au service de la dictature, des Allemands et des gouvernements de quislings — non seulement aident à accabler le peuple grec sous les amendes et le poussent au crime et au désespoir, mais elles maintiennent de plus un budget écrasant qui ne tient aucun compte des besoins d'une nation malade, affamée et sans foyers. Un tiers du budget grec est affecté au remboursement d'emprunts d'Etat, anciens et nouveaux effectués auprès d'établissements bancaires britanniques; plus d'un autre tiers est consacré à des dépenses militaires, y compris l'achat d'équipements britanniques. Le reste sert à entretenir une bureaucratie archaïque et paralysante. Ainsi, un an après le départ des Allemands, le peuple grec est toujours affamé, toujours sans vêtements, et des centaines de milliers de personnes sont toujours sans abri. Et, de fil en aiguille, à travers tous ces faits, on peut établir celui de la responsabilité britannique.”

“Un régime de cet ordre, soutenu par des collaborateurs, persécutant tous les éléments progressistes, devait fatalement susciter de la résistance. On pourrait rappeler ici la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776, qui dit des peuples que “lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir par de nouvelles sauvegardes à leur sécurité future”. Pourquoi s'étonner qu'un peuple aussi héroïque que le peuple grec refuse également de demeurer passif devant “une longue suite d'abus et d'usurpations”.

En renforçant la terreur, le régime espérait dissimuler la vérité. Par dizaines de milliers, au cours de l'année 1945, les Grecs ont été obligés de fuir cette terreur et de chercher refuge en Yougoslavie et en Albanie. A ce moment-là le Gouvernement grec a officiellement qualifié de calomnieux les rapports selon lesquels des réfugiés grecs se trouvaient dans les pays voisins. Le 10 juillet 1945, en ma qualité de Ministre de l'Information du Gouvernement yougoslave, j'ai dans un communiqué officiel démontré la fausseté des dénégations du Gouvernement grec, et prouvé qu'il y avait plus de 20.000 réfugiés grecs en Yougoslavie. A la même époque, nous avons envoyé de nombreux correspondants américains et britanniques dans les camps de réfugiés grecs. Dans sa note en date du 18 juillet 1945, le Gouvernement yougoslave a averti les grandes Puissances du danger que présentait la marche des événements de Grèce.

La situation, dans ce pays, allait en s'aggravant; telle était l'opinion unanime d'éminents correspondants de la presse mondiale, telle était également l'opinion de nombreux membres du Parlement britannique, d'organisations officielles et semi-officielles des Etats-Unis d'Amérique et de l'Organisation des Nations Unies. L'opinion publique mondiale s'accordait en tous points avec les vues exprimées ouvertement et clairement par les chefs des démocrates grecs.

Former Prime Minister Tsouderos, in an open letter addressed to the King on 10 November 1946, wrote: "The Tsaldaris Government did not persecute the right-wing bands, but fought in the first place against those who were in favour of a republic and thereby dispersed the population. The peasants abandon the villages as soon as the Government troops approach, because they are fully aware that they will be ill-treated and plundered. Houses are being burned down and citizens murdered."

Former Minister of Foreign Affairs Sophianopoulos, on 3 November 1946, told the Press: "If Tsaldaris and his Populists remain in power the whole Greek people will take to the forests in increasing numbers. The civil war in Greece is gaining in intensity in the north, in the centre and in the south. In order to justify himself, Tsaldaris deems it appropriate to lay the blame upon the neighbours of Greece."

Mr. Sophoulos, the present Prime Minister, in his widely known interview with a French correspondent in November 1946, declared: "I think this movement has deep roots here in our country. The Tsaldaris Government gave full liberty to rightists and terrorists to commit crimes. The Government and the armed rightists there did everything to create terror in the country. . . . Tsaldaris bears the responsibility for the whole situation in Greece. It is possible that the armed groups operating on the Macedonian border are in contact with terrorists on the other side of the border. But Greek drama is being played not only on the Macedonian border, but in Thessaly, in the *Peloponnesos* and elsewhere."

Mr. Michalopoulos, former Minister of Information in the Greek war cabinet, said on 12 December 1946: "Strife is raging throughout the country, and the men and women who are fighting with desperation are doing so in protest against the regime of rightist oppression over which Mr. Tsaldaris consciously or unconsciously presides."

It is clear why United States public opinion did not accept easily Churchill's policy line, as he complains in the *Life* magazine article to which we have already referred. In this article he says:

"I was astonished to see what a bad Press I got in America. Besides this the attitude of the State Department was sourly critical. A statement was issued by the new Secretary of State about United Kingdom policy in Italy, which exceeded in acerbity anything ever said by the United States Government about the Soviet Union . . . I was depicted in many newspapers as a shocking jingo, Tory, imperialist reactionary, striving to beat down the free, generous, democratic impulsion of the Greek people."

L'ancien Premier Ministre Tsouderos, dans une lettre ouverte adressée au roi le 10 novembre 1946, a écrit ce qui suit: "Le Gouvernement Tsaldaris n'a pas persécuté les bandes de droite, mais a combattu en premier lieu contre ceux qui étaient en faveur d'une république, amenant ainsi la population à s'enfuir. Les paysans abandonnent les villages dès que les troupes gouvernementales approchent, car ils savent très bien qu'ils seront maltraités et dépouillés; les maisons sont brûlées et les citoyens assassinés."

Le 3 novembre 1946, M. Sophianopoulos, ancien Ministre des Affaires étrangères, a fait à la presse la déclaration suivante: "Si Tsaldaris et ses populistes restent au pouvoir, le peuple grec cherchera de plus en plus refuge dans les forêts. La guerre civile de Grèce gagne en intensité, au nord, au centre et au sud. Pour se justifier, Tsaldaris juge utile d'en faire retomber la faute sur les voisins de la Grèce."

Au mois de novembre 1946, M. Sophoulos, le Premier Ministre actuel, au cours de l'interview bien connue qu'il a donnée à un correspondant de presse français, a fait la déclaration suivante: "Je crois que ce mouvement a des racines profondes dans notre pays. Le Gouvernement Tsaldaris a donné aux bandes d'éléments de droite et de terroristes toute licence de commettre des crimes. Le Gouvernement et les éléments armés de droite ont tout fait pour répandre la terreur dans le pays. . . . C'est Tsaldaris qui porte la responsabilité de tout ce qui se passe en Grèce. Il est possible que les bandes armées qui opèrent sur la frontière macédonienne soient en relation avec les terroristes de l'autre côté de la frontière. Mais le drame grec ne se joue pas seulement sur la frontière macédonienne, il se joue aussi en Thessalie, dans le Péloponnèse et ailleurs."

M. Michalopoulos, ancien Ministre de l'Information du Cabinet de guerre grec, a fait, le 12 décembre 1946, la déclaration suivante: "La lutte fait rage dans tout le pays, et les hommes et femmes qui combattent avec désespoir agissent ainsi pour protester contre le régime d'oppression de droite que M. Tsaldaris dirige consciemment ou inconsciemment."

On voit clairement les raisons pour lesquelles l'opinion publique, aux Etats-Unis, n'a pas accepté facilement la ligne de conduite proposée par M. Churchill, ce dont M. Churchill se plaint dans l'article du magazine *Life*, que j'ai déjà cité, dans les termes suivants:

"J'ai été étonné de constater combien j'avais mauvaise presse en Amérique. En outre, le Département d'Etat a formulé d'aigres critiques. Le nouveau Secrétaire d'Etat a fait une déclaration sur la politique du Royaume-Uni en Italie qui a dépassé en acrimonie tout ce que le Gouvernement des Etats-Unis a jamais dit de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. . . . J'ai été décrit dans de nombreux journaux comme un abominable chauvin, un tory, un réactionnaire impérialiste, comme tendant tous mes efforts pour réprimer les réactions spontanées, généreuses et démocratiques du peuple grec."

And it was only in December 1946, when opinions with regard to the situation in Greece and the causes of evil had already been established in the world, that the accusation was made. It was in such an atmosphere as I have tried to describe that Mr. Tsaldaris' regime accused Yugoslavia, Albania and Bulgaria before the Security Council of instigating civil war and threatening the territorial integrity of Greece.

The aim was transparent. It was necessary to distract attention from the true causes and the actual perpetrators of evil; to divert public attention from mistakes; to foment chauvinism, to create national hatred and an atmosphere of unrest, in order to enable the regime to remain in power more easily and carry out the dark aims expected of it. I beg you to take the trouble to read today the basic accusation raised by Tsaldaris' regime on 3 December 1946,¹ against Greece's northern neighbours, and to read the debate concerning this accusation held in the Security Council from 12 December to 19 December.² You will see—you cannot fail to see—that the accusation is based solely on forgeries, on false witnesses, on unverified documents and valueless *corpora delicti*. All these clumsy falsehoods were offered on the supposition that the Security Council would not attempt to examine these documents.

Photostats of certain papers in the Macedonian language were handed in quite seriously. Untranslated, they might appear to be documents; on translation, they turned out to be a Macedonian popular song. Of the short Youth Railway in Bosnia, 500 kilometres away from the Albanian frontier, it was said that it represented a strategic link with Albania. An empty Yugoslav cigarette carton, a badly forged Soviet Union badge, a membership card in the Association of Artisans of the old Kingdom of Yugoslavia, presented as a Yugoslav passport, were the evidence on which the gravest accusations were based. Not one of the alleged documents had a mark of authenticity or anything to make it either important or trustworthy—no single one.

Mr. Tsaldaris accused Yugoslavia of threatening the territorial integrity of Greece. He did this although many unequivocal declarations by authoritative Yugoslav circles proved convincingly to every true Greek patriot that this is not true.

Mr. Tsaldaris tried to prove his assertion before the Security Council on 12 December 1946 by falsifying an interview given by Marshal Tito. Mr. Tsaldaris twice deleted from Marshal Tito's

Et ce n'est qu'en décembre 1946, alors que le monde s'était fait une opinion sur la situation en Grèce et sur l'origine du mal, que l'accusation a été portée. C'est dans l'atmosphère que j'ai essayé de décrire, que le régime de M. Tsaldaris a porté devant le Conseil de sécurité l'accusation que la Yougoslavie, l'Albanie et la Bulgarie poussaient à la guerre civile en Grèce et qu'elles menaçaient son intégrité territoriale.

Le but visé apparaissait nettement. Il fallait détourner l'attention des causes réelles et des véritables auteurs du mal. Il fallait détourner l'attention du public des erreurs commises, exciter le chauvinisme, créer une haine nationale et une atmosphère de troubles pour permettre audit régime de se maintenir plus facilement au pouvoir et de mettre à exécution les sombres desseins dont on l'avait chargé. Je vous demande de prendre la peine de lire aujourd'hui l'accusation fondamentale portée le 3 décembre 1946¹ par le régime de Tsaldaris, contre les voisins du nord de la Grèce, ainsi que les débats, relatifs à cette accusation, qui se sont déroulés au Conseil de sécurité du 12 au 19 décembre². Vous constaterez — vous ne pouvez manquer de le faire — que cette accusation se fonde uniquement sur des preuves falsifiées, de faux témoignages, des documents dont l'authenticité n'a pas été vérifiée et sur des pièces à conviction sans valeur. Toutes ces impostures maladroites ont été commises avec l'idée que le Conseil de sécurité ne chercherait pas à examiner la valeur de ces documents.

On a remis au Conseil, avec grand sérieux, des photographies de certains écrits rédigés en langue macédonienne. Non traduits, ils ressemblent peut-être à des documents; mais lorsqu'on les traduit, on s'aperçut qu'ils contenaient une chanson populaire macédonienne. On a dit que la petite ligne de chemin de fer de la jeunesse, en Bosnie, à 500 kilomètres de la frontière albanaise, a une importance stratégique parce qu'elle relie la Yougoslavie à l'Albanie. Une cartouche à cigarettes yougoslave vide, un insigne de l'Union des Républiques socialistes soviétiques mal frappé, une carte de membre de l'Association des artisans de l'ancien royaume de Yougoslavie, présentée comme passeport yougoslave, ont constitué les preuves sur lesquelles les accusations les plus graves ont été fondées. Pas un seul — je dis bien pas un seul — de ces prétendus documents ne portait un signe de son authenticité ou quelque indice qui pût le faire considérer comme important ou digne de foi.

M. Tsaldaris a accusé la Yougoslavie de menacer l'intégrité territoriale de la Grèce, bien que des déclarations très nettes émanant de milieux autorisés yougoslaves eussent dû convaincre tous les patriotes grecs sincères que cette accusation était dénuée de fondement.

Le 12 décembre 1946, M. Tsaldaris a essayé de prouver au Conseil de sécurité le bien-fondé de son accusation en dénaturant une interview du maréchal Tito. M. Tsaldaris s'est volontairement

¹ See *Official Records of the Security Council*, First Year, Second Series, No. 25; Supplement 10, annex 16; and Supplement 10a, annex 16a.

² See *Official Records of the Security Council*, First Year, Second Series, Nos. 25, 26, 27 and 28.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, Première Année, Seconde Série, No 25; Supplément 10, annexe 16; Supplément 10a, annexe 16a.

² *Ibid.*, Nos 25, 26, 27 et 28.

conversation with an American journalist the assertion that Yugoslavia would seek to solve the problems which are arising from what is happening in Greece only through the United Nations. I repeat: only through the United Nations. Mr. Tsaldaris made this misrepresentation with the clear intention of inducing uninformed members of the Security Council to think that Marshal Tito and Yugoslavia threatened Greece with unilateral action. The *New York Times* itself, in its edition of 13 December 1946, pointed out what Mr. Tsaldaris had done.

Instead of rejecting the Tsaldaris accusation against Albania, Bulgaria and Yugoslavia, which would have been in the interests of the prestige of the United Nations and the dignity of the Greek people, the Security Council set up a Commission of Investigation. The subsequent events are matters of recent history. Instead of curing the disease and eliminating its causes, an action was started to combat unimportant symptoms. Such a treatment in itself brings danger of infecting the whole body.

To recapitulate briefly: direct British intervention, with the use of armed forces, stopped democratic progress in Greece. It supported collaborationists, on whom the monarchy depended. It imposed a regime whose sins are fully recognized by the Greek people, the democratic leaders of Greece and world public opinion. British advisers were placed in Greek ministries. The Greek gendarmerie, police and army came under the command of, and were organized by, British officers. According to paragraph 2 of the resolution concerning the Political Mission: "It is the duty of the [British] Mission to give advice with regard to the training of police and gendarmerie and in general to give advice in connexion with the solution of all problems concerning the police and the gendarmerie."

Is it surprising, then, that the organ of the centre, *Vima*, wrote: "Under the present conditions of the total domination of Greece by Great Britain, the Greek Government enjoys such a limited independence, that it can be said that for Great Britain it is completely indifferent who heads the Greek Government"?

Such was the atmosphere surrounding the elections and the plebiscite, which some people want to have considered as the definite solution of Greece's organization. Meanwhile there is inflation, the black market and hunger. Such evils were noted, in fact, by the Commission of Investigation of the Security Council.

All this comprises the legacy which has been taken over this year by the Government of the United States of America. As stated by Churchill: "It is upon the foundation of this work that the United States is able to take its stand today."

abstenu de mentionner qu'à deux reprises au cours de sa conversation avec un journaliste américain, le maréchal Tito avait affirmé que la Yougoslavie ne chercherait à résoudre les problèmes posés par la situation actuelle en Grèce que par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, je répète, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. M. Tsaldaris a altéré la vérité dans l'intention évidente de persuader les membres mal informés du Conseil de sécurité que le maréchal Tito et la Yougoslavie menaçaient la Grèce d'une action unilatérale. Le *New York Times* lui-même, dans son numéro du 13 décembre 1946, a mis en évidence le procédé employé par M. Tsaldaris.

Au lieu de rejeter les accusations portées par M. Tsaldaris contre l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, ce qui aurait été dans l'intérêt du prestige de l'Organisation des Nations Unies et de la dignité du peuple grec, le Conseil de sécurité a institué une commission d'enquête. Les événements qui ont suivi sont de l'histoire récente. Au lieu de guérir le mal et d'en supprimer les causes, on a entrepris de combattre des symptômes dépourvus de gravité. Un tel traitement menace d'infecter tout l'organisme.

Pour nous résumer, l'intervention directe du Royaume-Uni comportant l'emploi des forces armées a arrêté les progrès de la démocratie en Grèce. Le Royaume-Uni a soutenu les collaborateurs dont la monarchie dépendait. Il a imposé un régime dont le peuple grec, les chefs démocratiques de la Grèce et l'opinion publique mondiale avaient pleinement reconnu les vices. Des conseillers britanniques ont été placés dans les Ministères grecs. La gendarmerie, la police et l'armée ont été placées sous le commandement d'officiers britanniques et ont été organisées par eux. Aux termes du paragraphe 2 de la résolution relative à la mission politique, "il est du devoir de la mission (britannique) de fournir des conseils concernant l'entraînement des forces de la police et de la gendarmerie et, en général, en ce qui concerne la solution de toutes les questions relatives à la police et à la gendarmerie".

Est-il surprenant, dès lors, que le journal *Vima*, organe du centre, ait écrit: "Dans les circonstances actuelles de domination complète de la Grèce par le Royaume-Uni, le Gouvernement grec jouit d'une indépendance si limitée qu'on peut dire qu'il est absolument indifférent au Royaume-Uni de savoir qui est à la tête de ce Gouvernement?"

Telle est l'atmosphère qui régnait au moment des élections et du plebiscite dans lesquels certaines personnes ont voulu voir l'établissement définitif d'un ordre en Grèce. Entre temps, la Grèce a connu l'inflation, le marché noir et la famine, maux dont la Commission d'enquête du Conseil de sécurité a, en fait, constaté l'existence.

Voilà l'héritage dont le Gouvernement des Etats-Unis a pris possession cette année. Comme l'a dit Churchill, "c'est sur les bases de ce travail que les Etats-Unis peuvent prendre aujourd'hui position".

In March 1947, the world was told in frightened tones that a terrible catastrophe would befall Greece and Europe if the United States did not take the place of the United Kingdom in Greece forthwith, by 1 April, as the United Kingdom was unable to face the financial burdens of continued intervention in Greece. Instead of the simple medicine of helping the Greek people get on their own feet by evacuating foreign troops, the United States comes along with financial, political and military intervention. This has even more far-reaching and graver consequences than the intervention of the United Kingdom, for it is so greatly in contrast to what the world expected from Roosevelt's country. Although there was no United States action by 1 April, as called for, nothing new happened. The United Kingdom still has not evacuated the country.

At the time when the United States' decision to intervene in Greece was to be made, many worried voices were heard all over the United States. Many asked what would follow the taking over of the United Kingdom legacy in Greece. The late Fiorello La Guardia declared: "We shall come to curse the day we entered Greece." Former Governor Stassen said: "Arming of the Greek regime will be a tragic mistake." Furthermore, as though to increase the causes of concern by the United Nations, to underline the significance of the aid given to Greece, and to create greater tension, the grant of financial aid to the Greek regime by the United States was linked with a parallel grant of aid for the arming of Turkey, where there is no civil war.

Public opinion is constantly irritated by untrue information. A nervous tension is artificially maintained. During the decisive stages of the debate on this problem in the Security Council in July, public opinion was flooded with news about a purported international brigade which was alleged to have invaded Greece from Yugoslavia and Albania. The Chairman of the United States House Foreign Affairs Committee, Representative Eaton, accepting this information as valid, declared: "We are in sight of a shooting war at this minute in Greece." And United States opinion was called upon to show greater firmness and courage. Editorials and headlines in the newspapers were as tense as though we were on the threshold of a third world war. After a few days, however, it was admitted by all, including the Greek Government, that the reports of the alleged international brigade invasion, circulated to benefit General Zervas, then Minister of Public Security, were absolutely false.

We are accused of interfering in the internal affairs of Greece, accused on the basis of forgeries and insinuations. On the other hand, there exists direct interference in the internal life of a

En mars 1947, on a appris au monde, sur un ton alarmé, qu'une catastrophe terrible s'abattrait sur la Grèce et sur l'Europe si, à partir du 1er avril, les Etats-Unis ne remplaçaient pas le Royaume-Uni en Grèce, car le Royaume-Uni ne pouvait continuer à faire face aux charges financières que comportait le prolongement de son intervention dans ce pays. Au lieu de recourir au simple remède de l'évacuation des troupes étrangères pour aider la Grèce à se relever, les Etats-Unis décident d'intervenir sur les plans financier, politique et militaire. Cette intervention a des conséquences encore plus graves et d'une portée encore plus grande que celle du Royaume-Uni car elle est tout l'opposé de ce que le monde attendait de la part du pays de Roosevelt. Le 1er avril, les Etats-Unis n'avaient pas pris les mesures demandées, mais rien de nouveau ne se produisit. Les troupes du Royaume-Uni n'avaient toujours pas évacué le pays.

Au moment où le Gouvernement des Etats-Unis devait prendre la décision d'intervenir en Grèce, beaucoup de voix anxieuses se firent entendre de partout aux Etats-Unis. Nombreux furent ceux qui se demandèrent ce qui allait se passer lorsque les Etats-Unis auraient pris la succession du Royaume-Uni en Grèce. Feu Fiorello La Guardia déclara: "Nous finirons par maudire le jour où nous serons entrés en Grèce." L'ancien Gouverneur Stassen a dit: "Fournir des armes au régime grec constitue une erreur tragique." En outre, comme pour augmenter les causes d'inquiétude des Nations Unies, souligner l'importance de l'aide apportée à la Grèce et créer une tension plus grande, les Etats-Unis, en liaison avec l'aide financière qu'ils accordaient à la Grèce, accordaient la même aide à la Turquie afin qu'elle pût s'armer, bien qu'il n'y eût pas de guerre civile dans ce pays.

On excite constamment l'opinion publique par de fausses nouvelles. On maintient une tension nerveuse par des moyens artificiels. Au cours des phases décisives des débats qui se sont déroulés, en juillet, au Conseil de sécurité, au sujet de ce problème, le public a été submergé de nouvelles concernant une brigade internationale qui, prétendait-on, avait envahi la Grèce par la Yougoslavie et l'Albanie. Le représentant Eaton, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, admet le bien-fondé de ces informations en déclarant: "A cette minute, la guerre civile est sur le point d'éclater en Grèce." On a fait appel au public américain pour qu'il fasse preuve de plus de fermeté et de courage. Les articles de fond et les titres de journaux étaient aussi impressionnants que si l'on avait été à la veille d'une troisième guerre mondiale. Toutefois, quelques jours après, tous, y compris le Gouvernement grec, reconnurent que les nouvelles concernant l'invasion d'une prétendue brigade internationale, répandues au profit du général Zervas, alors Ministre de la Sécurité publique, étaient absolument fausses.

On nous accuse d'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce, et pour nous accuser, on se fonde sur des mensonges et des insinuations. Par ailleurs, il y a, de la part de certaines grandes

Member State of the United Nations by certain great Powers, although the Charter forbids such interference even by the United Nations as such. The Greek and world Press have described this intervention during the last crisis. Almost every minute of the time of Mr. Griswold, Ambassador McVeagh and Mr. Loy Henderson is accounted for. An article by Dana Adams Schmidt, published in the *New York Times* of 12 October 1947 under the title "Griswold—Most Powerful Man in Greece", shows the attention now being paid to Greek sovereignty and the Greek people, as well as to the United Nations:

"His [Griswold's] job is something like that of an American railroad president of the last century, pushing his line westward, fighting Indians and at the same time playing politics in Washington. . . . He plays politics in ancient Athens in order to prevent Greek politicians from defeating their country's best interest, and turning the \$300,000,000 American grant-in-aid into the biggest gravy train ever seen on the Balkan peninsula. . . . Mr. Griswold's job is tough because he has to work through inefficient, over-staffed, underpaid and in some cases corruptible Greek Government services. The multitude of political pressures brought to bear upon him from Greek sources are both a difficulty and an opportunity. Special interests clamour to be served in politics, business and the three branches of the armed forces. . . . In Greece he has been able thus far to play off rivals one against the other so as to achieve his ends. . . . Constantine Tsaldaris, head of the strongest party in Parliament, the Populists, declared that he was willing to do anything and everything that Mr. Griswold wanted. But Mr. Griswold did not believe this would work. . . . After the solution of the last crisis, Mr. Griswold said—Dana Adams Schmidt writes—"I think what I have done kind of saved the situation. After all, I hold all the cards. When you have got a lot of money to spend you are in a strong position. One fellow wants it spent on the army, another on housing. If you are the fellow who calls the shots, they are a little scared."

Need anything be added to this?

I could add a quotation from today's *New York Times*, 20 October 1947. This quotation appears on the first page. I think it is a quotation very inspiring for the Member States of the United Nations. Thomas J. Hamilton is the author of this article which says in part:

"United States sources acknowledged that thus far the United States had mostly left the decision on Palestine to the individual countries. The United States has made it very plain that it attaches the greatest importance to acceptance of its resolutions for the creation of the 'Little Assem-

Puissances, ingérence directe dans les affaires intérieures d'un Etat Membre des Nations Unies; pourtant, la Charte interdit une intervention de ce genre, même par l'Organisation des Nations Unies en tant que telle. La presse grecque et la presse mondiale ont dépeint cette intervention au cours de la récente crise. On rend compte de l'emploi du temps de M. Griswold, de M. l'ambassadeur McVeagh et de M. Loy Henderson, pour ainsi dire minute par minute. Un article de Dana Adams Schmidt, publié dans le *New York Times*, du 12 octobre 1947, et intitulé "Griswold, l'homme le plus puissant de Grèce" prouve comme on se préoccupe aujourd'hui de la souveraineté du peuple grec et des Nations Unies:

"Sa tâche (celle de Griswold) ressemble un peu à celle du directeur d'un chemin de fer américain au cours du siècle dernier lorsqu'il poussait sa ligne vers l'ouest, luttant contre les Indiens et faisant en même temps de la politique à Washington. . . . Il fait de la politique dans l'antique ville d'Athènes afin d'empêcher des politiciens grecs de nuire aux intérêts de leur pays, et de considérer l'aide de trois cents millions de dollars accordée par les Etats-Unis comme la plus belle aubaine que l'on ait jamais vue dans la péninsule balkanique. . . . La tâche de M. Griswold est ardue parce qu'il ne peut rien faire sans les services publics grecs, dont le personnel est inagissant, trop nombreux, mal payé et parfois corrompible. Les multiples pressions de caractère politique qu'exercent sur lui les milieux grecs, à la fois présentent une difficulté et offrent des occasions d'en tirer avantage. Des intérêts particuliers réclament son appui dans les milieux politiques, dans le monde des affaires et dans les trois branches de l'armée. . . . Ainsi jusqu'à présent il a pu faire jouer les éléments rivaux l'un contre l'autre pour arriver à ses fins en Grèce. Constantin Tsaldaris, le chef du parti le plus fort au Parlement, je veux dire du parti populiste, a déclaré qu'il était disposé à faire tout ce que M. Griswold voudrait. Mais M. Griswold n'a pas pensé que cela puisse donner de bons résultats. . . . Après la solution de la dernière crise, écrit Dana Adams Schmidt, M. Griswold a déclaré: 'Je pense qu'il y a, en quelque sorte, sauvé la situation. Après tout, j'ai toutes les cartes en mains; on est fort, lorsqu'on a beaucoup d'argent à dépenser. L'un veut le dépenser pour l'armée, l'autre pour le logement. Si vous êtes celui qui décide de la répartition des fonds, vous inspirez un peu la peur.'"

Est-il besoin de rien ajouter?

Je puis aussi citer un article paru aujourd'hui même dans le *New York Times*. Cet article a été publié en première page et je pense qu'il est très encourageant pour les Etats Membres des Nations Unies. Thomas J. Hamilton, qui en est l'auteur, dit notamment:

"Les milieux bien informés des Etats-Unis reconnaissent que jusqu'à présent les Etats-Unis ont laissé surtout aux pays intéressés le soin de décider par eux-mêmes du sort de la Palestine. Les Etats-Unis ont montré très nettement qu'ils attachent la plus grande importance à l'adoption

bly' and a Balkan frontier commission, but feels that the decision on Palestine should be a United Nations decision rather than a United States decision, it was said."

I repeat that nothing remains of the original accusation against Yugoslavia. It is logical that the accusation therefore should have collapsed. But on the contrary, accusations were intensified even more as the evidence became weaker. Yugoslavia has been accused, and the main responsibility for the events in Greece thrown upon her, in order that some may renew the old imperialistic policy of the nineteenth century. This is done to prevent the normalization of conditions in the Balkans and to remove blame from those responsible factors in Greece who called for foreign intervention in their own country, in violation of the Greek constitution, with the sole aim of keeping themselves in power against the will of their own people. This is the purpose of the accusation, based on falsifications.

The majority of the Commission of Investigation in Greece did not try to establish the true guilt of the Greek regime, as well as the consequences of foreign intervention and the presence of foreign troops. It is forgotten that it is essential for the Greek people, with whom my country has always lived amicably, sharing much the same fate, to remain friendly with her neighbours, and not be permeated by hatred because of aims which are foreign to the Greeks and to the Balkans.

The manner in which many members of the Commission of Investigation interpreted the role entrusted to them by the Security Council is perhaps best characterized by the principal personality of this Commission, the representative of the United States, Mr. Mark Ethridge. On his return from Geneva, after the termination of his work on the Balkan Commission, Mr. Ethridge told journalists in New York on 9 June 1947: "There is no question that Greece would have gone over to the communist minority had not the United Nations stepped in."

As soon as I read this statement I wrote a letter to Mr. Trygve Lie, the Secretary-General, in which I said among other things:

"It seems to me that by this conduct Mr. Ethridge, although one of the leading and most influential members of the Commission, has overlooked or repudiated his status as a United Nations agent, subject to the Charter and all other obligations of United Nations membership. His views as expressed to the Press must throw a peculiar light on whatever proposals, acts, resolutions or reports emanate from the Commission as a consequence of Mr. Ethridge's initiative.

des résolutions qu'ils ont proposées en vue de la création d'une 'petite Assemblée' et d'une commission chargée de se rendre sur les frontières grecques, mais, en ce qui concerne la Palestine, on dit qu'ils estiment maintenant que la décision devrait émaner des Nations Unies plutôt que des Etats-Unis."

Je répète qu'il ne reste rien de la première accusation portée contre la Yougoslavie. Il aurait donc été logique que l'accusation s'effondrât. Mais, au contraire, les accusations ont pris plus d'ampleur à mesure que les preuves devenaient plus faibles. On a accusé la Yougoslavie, et on a rejeté sur elle la responsabilité principale des événements qui se sont produits en Grèce, afin de permettre à certains de reprendre la vieille politique impérialiste du dix-neuvième siècle. On veut ainsi empêcher la situation dans les Balkans de redevenir normale et innocenter les éléments grecs responsables qui ont appelé une intervention étrangère dans leur propre pays, en violation de la constitution grecque, dans le seul dessein de se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple. Tel est le but de ces accusations, qui reposent sur une falsification des faits.

La majorité des membres de la Commission d'enquête en Grèce n'a pas cherché à établir les véritables responsabilités, celles du régime grec, ni à déterminer les conséquences de l'intervention étrangère et de la présence de troupes étrangères. On oublie qu'il est indispensable pour le peuple grec — avec lequel mon pays a toujours entretenu des relations amicales, les deux peuples ayant partagé à peu près même sort — de maintenir avec les autres pays des rapports de bon voisinage et de ne pas se laisser imprégner par la haine, par suite de desseins qui sont étrangers à la Grèce et aux pays balkaniques.

L'attitude de la personnalité la plus importante de cette Commission, je veux dire du représentant des Etats-Unis, M. Mark Ethridge, est celle qui caractérise le mieux la manière dont la Commission d'enquête a interprété la mission que la Conseil de sécurité lui avait confiée. A son retour de Genève, après s'être acquitté de son mandat, en tant que membre de la Commission d'enquête dans les Balkans, M. Ethridge a déclaré aux journalistes de New-York, le 9 juin 1947: "il n'est pas douteux que la Grèce serait passée du côté de la minorité communiste si les Nations Unies n'étaient pas intervenues."

Aussitôt après avoir lu cette déclaration, j'ai écrit à M. Trygve Lie, Secrétaire général, à qui j'ai dit notamment:

"Il me semble que M. Ethridge, qui est pourtant l'un des membres les plus éminents et les plus influents de la Commission, n'a pas pensé en tant que représentant de l'Organisation des Nations Unies, ou a renoncé à sa position qui l'astreint à respecter la Charte ainsi que toutes les obligations imposées aux Membres des Nations Unies. Ses vues, telles qu'il les a exprimées à la presse, sont appelées à jeter un jour singulier sur toutes les propositions, actes, résolutions ou rapports établis par la Commission sur l'initiative de M. Ethridge.

"His conduct in this instance makes it permissible to conclude that what he presents to the Security Council will not be the objective findings of an investigator seeking to help the Security Council by ascertaining the facts, and thereby making it possible to adopt the right solution to a most important problem, but a very prejudiced report with a specific political aim.

"Was it the Security Council's intention in sending the Commission to Greece to use the authority of the United Nations to prevent an internal development in Greece?"

That is a quotation from my letter of 10 June to Mr. Trygve Lie.

I think it is clear why the Yugoslav delegation opposed the Subsidiary Group, and why today it opposes a permanent commission such as that proposed by the resolution of the majority of the Political Committee. We oppose it because of the political implications of such a commission. We oppose it because of its great potentialities for creating unrest and suspicion, because its intention is to justify the presence of foreign troops, foreign advisers and commissioners in Greece, and because it is an attempt to clear—in the eyes of the Greek people and of world public opinion—those who are really responsible. It is an attempt to place this responsibility upon others and thus hinder consolidation of the peaceful collaboration of all Balkan peoples.

Yugoslavia has shown that it has nothing to hide by inviting six prominent Americans, among them Mr. Harold Stassen and even Mr. James Byrnes, who have certainly shown no partiality towards Yugoslavia in the past, to visit it to see the truth for themselves. It is not the fault of the Yugoslav Government that the persons invited refused the invitation, for whatever reasons, whether on the advice of the State Department or not. My Government regrets that they did not take this opportunity to help American public opinion to learn the truth.

It is harmful to the repute of the peoples of certain Western democracies that they not only pour their money into such activities—which is not so important—but also allow their authority and moral prestige to be exploited by elements which have not shown themselves deserving.

It would be much more tragic if we allowed the authority of the United Nations, the authority of the General Assembly, to become involved in this sorry business. It is up to you, the representatives of sovereign States, who have the prestige of your countries and of the United Nations at heart, to right the mistakes which have been committed so far.

"De son attitude dans cette affaire, on peut déduire qu'il ne présentera pas au Conseil les conclusions objectives d'un enquêteur cherchant à aider le Conseil en vérifiant les faits et à lui permettre par là de donner à un problème très important une solution correcte, mais qu'il présentera un rapport très partial visant un but politique déterminé.

"En envoyant la Commission en Grèce, le Conseil avait-il l'intention d'user de l'autorité des Nations Unies pour empêcher les événements de suivre leur cours dans l'ordre interne de ce pays?"

Ce que je viens de vous lire est un extrait de la communication que j'ai adressée à M. Trygve Lie, à la date du 10 juin.

Je pense qu'il ne peut y avoir de doute sur les raisons qui ont poussé la délégation yougoslave à s'opposer à la création du Groupe subsidiaire, ou sur celles qui l'incitent aujourd'hui à s'opposer à la création d'une commission permanente telle que la prévoit la résolution adoptée par la majorité de la Commission des questions politiques et de sécurité. Nous nous y opposons à cause de la signification politique qu'aurait sa création. Nous nous y opposons à cause du malaise et des soupçons qu'elle risquerait fort de provoquer, parce qu'elle est créée afin de justifier la présence de troupes étrangères, de conseillers et de commissaires étrangers en Grèce, et parce qu'il s'agit d'une tentative de disculper les véritables responsables aux yeux du peuple grec et de l'opinion publique mondiale. C'est une tentative faite pour rejeter les responsabilités sur d'autres et empêcher ainsi de s'affermir la collaboration pacifique de tous les peuples balkaniques.

Nous avons prouvé que nous n'avons rien à cacher en invitant six personnalités éminentes des Etats-Unis, notamment M. Harold Stassen et même M. James Byrnes, qui n'ont certainement pas fait preuve de tendresse pour la Yougoslavie dans le passé, à visiter notre pays pour se rendre compte par eux-mêmes de la situation. Ce n'est pas la faute du Gouvernement yougoslave si toutes ces personnalités ont décliné notre invitation; quelles qu'aient pu être les raisons de leur refus, qu'il ait été conseillé ou non par le Département d'Etat, mon Gouvernement regrette qu'ils n'aient pas profité de cette occasion pour aider le public américain à se rendre compte de la vérité.

Les peuples de certaines démocraties occidentales nuisent à leur réputation, non seulement en employant des sommes considérables pour financer de telles entreprises — ce qui n'est pas si important en soi — mais encore en permettant à des éléments qui ne se sont pas montrés dignes de confiance d'exploiter leur autorité et leur prestige moral.

Ce serait bien plus tragique encore si nous permettions que l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, l'autorité de l'Assemblée générale, soient compromises dans cette triste affaire. C'est à vous, représentants d'Etats souverains, qui avez à cœur le prestige de vos pays et celui de l'Organisation des Nations Unies, qu'il appartient de réparer les erreurs commises jusqu'à présent.

We are continually being told, over and over again, that foreign troops are in Greece at the invitation of the legal Greek Government. It is forgotten that this is in contravention of the Greek Constitution. Yet, even if it were perfectly constitutional, consider for a moment the basic principle involved. A government which cannot remain in power without the support of foreign troops asks foreign troops to come in. The foreign troops come, and, by their presence, enable the existing government to continue in office. It is a vicious circle. The regime invites the troops which maintain the regime which keeps inviting the troops to stay. This is the result if there is no time-limit for the presence of these foreign troops. Apparently, they are to remain as long as they are wanted by the regime and as long as they want the regime to stay. What choice remains to the people under such an intolerable situation? What possible way have they of breaking out from such a vicious circle except by revolt?

There could, of course, be a peaceful way out. It would be by an unequivocal decision of the United Nations for the withdrawal of all foreign troops from Greece within a definite time-limit. There is a fundamental principle involved here which is of the utmost importance, not only in Greece but everywhere. It is this principle which, as history is your judge, I beg you not to treat lightly.

Can you say, with a clear conscience, that you are convinced that that of which the northern neighbours of Greece are accused is of such a nature that it deserves the language and the tone employed by some Powers in this discussion? The title of the resolution passed by the majority of the Political Committee: "Threats to the political independence and the territorial integrity of Greece" sounds like a condemnation.

As to the manner in which the discussion was conducted, and the conclusion that a special session of the General Assembly might be called, does that not seem to you to be out of all proportion when compared to the problematical accusations?

Why is this so? Is this accidental? No; we are all aware of the fact that this is no longer accidental. One great Power—in this case, the United States of America—with the weight of its military and financial might, is occupying positions on the Mediterranean and is entering the Balkans in order to secure bases for its navy, army and air force. This position, which is being taken over from the United Kingdom, is not a threat to Yugoslavia or Albania, but to the USSR. In this lies the problem.

All previous actions of the United Kingdom and the United States have by-passed the United Nations. Now the problem is placed before you, in order that you may lend the authority of the United Nations to this military action. In this lies the danger to the existence of the United Nations, for with this the United Nations would

On ne cesse de nous répéter que les troupes étrangères se trouvent en Grèce sur la demande du Gouvernement légal de ce pays. On oublie que la présence de ces troupes constitue une violation de la constitution grecque. Mais supposons même que cette mesure soit parfaitement constitutionnelle et réfléchissons un instant au principe fondamental en jeu: un Gouvernement qui ne peut se maintenir au pouvoir autrement fait appel à des troupes étrangères; les troupes étrangères arrivent et, par leur présence, permettent au Gouvernement de rester au pouvoir. C'est un cercle vicieux. Le Gouvernement fait appel aux troupes; celles-ci le maintiennent au pouvoir et le Gouvernement les invite à rester. Voilà à quoi on en arrive si l'on ne fixe pas une limite de temps à la présence de ces troupes étrangères. Apparemment, elles resteront aussi longtemps que le Gouvernement désire qu'elles restent et aussi longtemps qu'elles désirent que le Gouvernement subsiste. Que peut faire le peuple dans une situation aussi intolérable? Comment pourrait-il sortir de ce cercle vicieux sinon par la révolte?

Naturellement, il y aurait un moyen de régler la question pacifiquement si les Nations Unies décidaient sans équivoque possible que toutes les troupes étrangères doivent se retirer de Grèce dans un délai déterminé. Un principe fondamental est ici en jeu et ce principe est de la plus haute importance, non seulement en Grèce, mais partout. C'est ce principe que je vous prierai de ne pas considérer à la légère, car songez que l'histoire vous jugera.

Pouvez-vous dire, la conscience tranquille, que vous êtes convaincus que les accusations portées contre les voisins du nord de la Grèce sont suffisamment graves pour justifier les termes et le ton employés dans les débats par certaines Puissances? Le titre de la résolution adoptée par la majorité de la Commission des questions politiques: "Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce" a l'air d'une condamnation.

Quant à la manière dont les débats ont été conduits et la conclusion tendant à la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée générale, ne vous semblent-elles pas hors de proportion avec les accusations gratuites qui ont été formulées?

Pourquoi en est-il ainsi? Est-ce le fait du hasard? Non, nous savons tous maintenant qu'il ne s'agit point d'un hasard. Une grande Puissance — en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique — avec le poids de sa force militaire et de ses ressources financières, occupe des positions dans la Méditerranée et pénètre dans les Balkans, afin de s'assurer des bases pour sa marine, son armée et son aviation. Succédant au Royaume-Uni dans ces positions, les Etats-Unis menacent, non pas la Yougoslavie ou l'Albanie, mais l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Voilà le problème.

Dans toutes les mesures prises jusqu'ici, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont tenu à l'écart l'Organisation des Nations Unies. Maintenant, vous êtes saisis du problème afin que vous couvriez de l'autorité des Nations Unies ces mesures d'ordre militaire. C'est là justement que réside la menace à l'existence de l'Organisation des Nations

cease to be the United Nations in which we believed when we fought together; it would become a tool for the aims of individual great Powers. This is the essence of the problem, and in this lies the danger to peace.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Colombia.

Mr. GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (Colombia): In introducing the report of the First Committee on the Greek question, the Vice-Chairman of that Committee referred this afternoon to a letter of the USSR delegation regarding paragraph 7 of the report. Since we do not know the text of the document referred to by Mr. Costa du Rels, I should be greatly obliged to the President if that letter were read and included in the record.

In any event, my delegation is confident that its position on the Greek question has been made sufficiently clear in the statements it has made, and that that position does not require much interpretation. We opposed the procedure followed in voting on the United States proposal because we felt that it was contrary to our rules of procedure. The persistent efforts made by the Colombian delegation, first in the Security Council and later in the First Committee, had no other purpose than to reconcile the opposite points of view and reach a solution of the Greek question acceptable to both parties to the dispute. We very much regret that those efforts have been of no avail.

The PRESIDENT: I shall now ask the Executive Assistant to the Secretary-General to read the list of delegations which have asked to speak on this subject.

Mr. CORDIER (Executive Assistant to the Secretary-General): The list is as follows: Australia, Cuba, Greece, Byelorussian Soviet Socialist Republic, France, Ukrainian Soviet Socialist Republic, United Kingdom.

The PRESIDENT: As no other delegations have asked to be included, the list is now closed.

The next plenary meeting of the Assembly will be held tomorrow, at 11 a.m.

The meeting rose at 10.05 p.m.

Unies, car si vous acceptiez d'agir ainsi, cette Organisation ne serait plus celle en qui nous plaçons nos espoirs lorsque nous combattons côte à côte; elle deviendrait l'instrument des desseins de chaque grande Puissance. Voilà le fond du problème, c'est là que réside le danger qui menace la paix.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole au représentant de la Colombie.

M. GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (Colombie) (*traduit de l'anglais*): En présentant cet après-midi le rapport de la Première Commission sur la question grecque, le Vice-Président de cette Commission a fait allusion à une lettre de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relative au paragraphe 7 du rapport. Comme nous ne connaissons pas le texte exact du document auquel M. Costa du Rels a fait allusion, je serais très obligé au Président de bien vouloir en faire donner lecture afin qu'il figure au compte rendu sténographique.

En tout cas, en ce qui concerne la question grecque, ma délégation est convaincue qu'elle a pris par ses déclarations une position suffisamment nette et que celle-ci n'exige guère d'explications. Nous nous sommes opposés à la procédure adoptée pour le vote sur la proposition des États-Unis, parce qu'à notre avis, elle était contraire à notre règlement intérieur. Au Conseil de sécurité et, plus tard, à la Première Commission, le but des efforts répétés de la délégation colombienne n'était autre que de concilier des points de vue opposés et d'arriver à propos de la question grecque à une solution acceptable pour les deux parties en désaccord. Nous regrettons vivement que ces efforts aient été vains.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je demanderai maintenant au chef de cabinet du Secrétaire général de bien vouloir nous donner lecture de la liste des délégations qui ont demandé à prendre la parole au sujet de la question actuellement débattue.

M. CORDIER (chef de cabinet du Secrétaire général) (*traduit de l'anglais*): La liste comprend les représentants des pays suivants: Australie, Cuba, Grèce, République socialiste soviétique de Biélorussie, France, République socialiste soviétique d'Ukraine et Royaume-Uni.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Puisque aucune des autres délégations n'a demandé la parole, la liste est désormais close.

La prochaine séance plénière de l'Assemblée aura lieu demain à 11 heures.

Le séance est levée à 22 h. 05.